

Rédaction - Administration :  
2, rue Richard-Lenoir,  
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.  
Télex: PRENO A 211 628 F.

Édité par la SPN  
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication: Alain Bobbio.  
Numéro de la Commission paritaire: 46722  
Imprimé par Rotographie.

# rouge

VENDREDI  
2 JUILLET 1976

Le détournement  
de l'Airbus

POUR LA  
PREMIERE FOIS

ISRAEL  
CEDE

et s'apprête  
à libérer  
39 prisonniers

Lire page 2

AU LIBAN,  
LE CAMP  
PALESTINIEN  
TELL  
EL ZATAAR  
RESISTE

malgré la violence  
des assauts  
de la droite

Lire page 2

Le 1<sup>er</sup> ministre espagnol

## ARIAS NAVARRO DÉMISSIONNÉ

Le premier ministre espagnol Arias Navarro a donné hier sa démission au Roi Juan Carlos.

Cette démission sanctionne l'échec d'un gouvernement qui ne s'est engagé dans la réforme qu'à reculons. La continuité de la dictature franquiste a été scellée dans le sang des ouvriers massacrés en avril à Vitoria.

Il devient cependant de plus en plus impossible au régime de contenir la poussée démocratique des masses. La loi qui assouplit les droits de réunion et de manifestation est passée aux Cortès avec seulement quatre voix d'opposition. Le projet de loi sur le droit d'association, reporté par la chambre, a été encore élargi par la commission de justice des Cortès: le nouveau texte qui reviendra en débat ne frappe plus d'interdiction les «organisations totalitaires liées à une discipline internationale»; la légalisation du PC devient ainsi possible du jour au lendemain, en fonction de l'opportunité politique du moment, sans qu'il soit nécessaire de mettre en discussion un nouveau texte de loi. Enfin, les résultats du sondage effectué par le très officiel Institut de l'Opinion Publique indique que 43% des personnes interrogées sont favorables à la reconnaissance de tous les partis sans exclusives, alors que 24% sont favorables à la reconnaissance de certains partis seulement et à peine 3% sont partisans d'un parti unique; le reste refuse de se prononcer. D'autre part, 52% sont pour l'élec-

tion des chambres au suffrage universel, et 2% s'y opposent.

A ces données politiques, il faut ajouter l'angoisse que suscite dans les rangs de la bourgeoisie la sombre perspective de l'automne. Le déficit du commerce extérieur croît de façon vertigineuse. La loi sur les relations du travail du 28 avril dernier tablait sur un taux d'inflation d'environ 6%. Or ce taux a déjà atteint les 11%, et au cours du seul mois de mai, l'indice du coût de la vie s'est élevé de 4,5%. Dans un récent numéro, le très sérieux Financial Times commentait: «Si l'indice du coût de la vie croît de 20% en 1976, dans le cadre d'un début de reprise encore modeste, il n'y aura d'autre recours qu'une chirurgie économique.» Chirurgie que le niveau de combativité et d'organisation des travailleurs rend plus qu'aléatoire.

Face aux épreuves qui s'annoncent, la bourgeoisie tremble donc du manque d'interlocuteurs légaux et responsables au sein du mouvement ouvrier.

Pire encore, on disait ces derniers jours à Madrid que la publication d'un manifeste unitaire de l'opposition contre le référendum était imminente. En même temps, la télévision et la radio menaient une campagne active pour que les citoyens s'inscrivent sur les listes électorales, et la rumeur courait d'une consultation référendaire possible, précipitée, pour le mois de juillet, alors qu'elle était initialement prévue en octobre...

Dans ce contexte, il est peu vraisemblable que la démission d'Arias puisse prélude à un durcissement du régime. L'issue la plus probable demeure la formation d'un gouvernement plus réformateur avec à sa tête une personnalité libérale du type Areilza. Le nom d'un militaire modéré a même circulé: celui de Guttierrez Mellado, récemment nommé à la tête de l'état-major. L'opération viserait alors à diviser l'opposition sur la question du référendum en lui offrant de meilleures garanties et d'arracher la caution de courants comme la démocratie-chrétienne et, qui sait, une fraction de la social-démocratie. Sous prétexte de faire adopter la loi de succession, le nouveau gouvernement essaierait alors de faire plébisciter la monarchie, afin qu'elle prenne en charge le processus de libéralisation, qu'elle en contrôle les rythmes, et qu'elle conserve par delà toutes les institutions le dernier mot en cas de besoin.

Face à ces nouvelles manœuvres, nous répétons avec nos camarades qui luttent en Espagne l'exigence d'une amnistie totale, de la convocation immédiate d'une assemblée constituante élue au suffrage universel et proportionnel, de l'autodétermination pour les nationalités opprimées; et nous rejetons sous toutes ses formes la monarchie, héritière directe de la dictature franquiste.

D.B.

## VIOL VIOLENCE

Après les 10 heures de la Mutualité, le débat sur le viol traverse l'ensemble du mouvement des femmes.

**La Ciotat**: neuf jeunes gens et une jeune fille inculpés pour viol. La victime, Myriam, une jeune femme mariée de 23 ans. Plus précisément: trois inculpations pour viol, le reste se partage en l'inculpation pour non assistance à personne en danger et complicité de viol.

**La Ciotat**: deux énormes pétroliers attendent dans le petit port, la construction s'achève.

— Vingt-cinq milles vivent autour des chantiers navals qui emploient cinq milles travailleurs. Ces vingt-cinq mille habitants vont doubler ou même tripler en été; la Ciotat est aussi une «station balnéaire»: bronzing sur fond d'usine.

**La Ciotat**: un des plus forts taux de délinquance en France: bandes, loulous, travailleurs, chômeurs, aucune structure d'accueil, sinon des bars du port. Le contact n'est pas facile, mais on arrive quand même à causer avec l'un des inculpés pour non assistance à personne en danger.

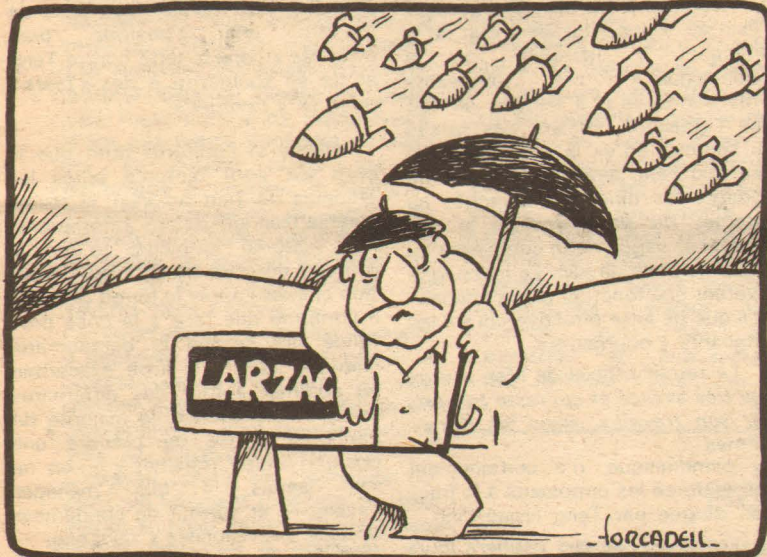
**Le cadre du viol**: Un cabanon, une bande de jeunes qui y font de la musique. Des gars que des habitués connaissent mal y viennent parfois, des filles aussi. Pour eux, ce jeudi est une soirée comme les autres. Pourtant, le lendemain une femme porte plainte pour viol.

La victime? La rumeur nous renseigne: «elle est mariée et sort le soir, alors que son homme travaille, vous trouvez ça normal? souvent, sur le port à discuter sur le port dans les bars avec des gars». Un air connu pour situer à demi-mot la responsabilité de Myriam.

Ce soir-là, avec une autre fille, elle se trouve au cabanon pour une séance de spiritisme. L'amie de Myriam ne veut pas rester on la raccompagne en voiture en ville. Au cours de la soirée, on «drague». Myriam et trois garçons disparaissent à un moment donné dans une chambre. Pendant ce temps, dans la pièce voisine, les autres s'amuse, jouent de la musique, parlent, ils ne font pas attention à ce qui se passe à côté. Tout cela fait partie des relations femmes-mecs qu'ils vivent depuis longtemps. L'un des témoins me dit: «il ne l'ont pas violée, elle était consentante». C'est quoi «être consentante»? Personne ne l'a tenu, ni menacée, elle n'a pas crié! Le schéma du viol accompagné de violence resurgit. Lors de sa déposition Myriam soulignera les marques d'égratignures aux genoux. Faut-il qu'une femme meure pour ne pas être violée, comme cette jeune femme, qui, il y a quelques mois sautait par la portière d'une voiture pour échapper à un viol? Les mecs ne disent pas couramment: «tu ne veux pas, mais tu en as envie!»? et aussi: «elle devait s'en douter, mais lorsqu'elle y est allée, alors pourquoi y être allée? Surtout qu'elle est mariée!» La violence morale ça existe.

lire la suite page 8

SÈCHERESSE:  
L'ARMÉE AU SECOURS DES PAYSANS.



Aujourd'hui et demain à Fougères:  
CARREFOUR DES LUTTES

- A l'appel de la CGT et de la CFTD manifestation samedi.
- Dans l'usine Réo, vente de produits des entreprises occupées.

Nicolas Sartorius Alvarez a 38 ans. Avocat de formation, il a commencé à militer aux alentours de 1958 et a développé ses activités comme journaliste. Il était arrêté en 1962 dans les Asturies en distribuant des tracts au moment de la grande grève. Inculpé avec Camacho dans le cadre du procès 1001, il a passé en tout 7 ans en prison.

Libéré après la mort de Franco, il s'est remis à la tâche. Il est publiquement membre du secrétariat général des commissions ouvrières. Il a publié un livre aux éditions Laia qui s'appelle «La renaissance du mouvement ouvrier», et de nombreux articles de revue sur le phénomène des commissions. Dernièrement, un petit opuscule de lui intitulé «Que sont les commissions ouvrières?» et publié dans une collection de poche qui est une sorte de méthode Assimil du vocabulaire démocratique (Qu'est-ce que le libéralisme, le fascisme, le parlement, les syndicats?... ) vient d'être interdit.

Nicolas Sartorius est en outre le rédacteur de la rubrique sociale de l'hebdomadaire Triunfo. C'est dans les bureaux de Triunfo qu'il nous a reçus.

Lire l'interview page 12

## LE CNPF CONTRE LES CHOMEURS

F.Ceyrac, patron des patrons  
s'en prend aux 90 %

Lire page 6



## LIBAN

### LE CAMP PALESTINIEN DE TELL EL ZATAAR RESISTE TOUJOURS

Les premiers chiffres rendant compte de l'intensité des combats dans la région de Beyrouth font état de plus de cinq cents tués pour les journées de mardi et mercredi. Ce bilan provisoire est le plus lourd depuis le début de la guerre civile. Et encore ce chiffre ne tient pas compte des massacres systématiques

que plus criminelle la politique syrienne qui bloque le ravitaillement, envoyé par les organismes humanitaires internationaux.

De plus l'intervention militaire de Damas qui se développe dans la montagne libanaise, force la résistance et la gauche à diviser ses effectifs contre plusieurs en-



organisés par la droite chrétienne après la chute du camp palestinien de Jisr el Bacha. En effet ses habitants, en majorité chrétiens eux aussi, ont été déportés vers le quartier de Sinn el Fil. Là, nombre d'entre eux ont été interrogés avant d'être assassinés.

Cette sauvagerie de la droite chrétienne ne peut que renforcer la détermination des militants qui défendent Tell el Zataar. Malgré la pluie d'obus et les lourdes pertes qui en résultent, l'enclave progressistes résiste toujours. La dureté des affrontements ne rend

nemis à la fois. Cela rend plus mal-aisée la riposte que mérite l'offensive du camp réactionnaire.

Dans cette situation le président Frangié, que tout le monde avait déjà « enterré », se permet d'affirmer les positions les plus extrémistes contre la Résistance. Il demande même le retrait des unités libyennes de la force inter-arabe qui est sensée garantir le cessez le feu. Selon lui, la Libye nourrirait trop de sympathie pour les palestiniens. R.B.

## AIRBUS

### POUR LA PREMIERE FOIS ISRAEL CEDE

Le détournement de l'Airbus français par un commando palestinien prend un caractère assez unique pour ce type d'opération.

En effet, pour la première fois, le gouvernement israélien a pris la décision d'entamer des négociations avec les auteurs de l'action. Jusqu'à présent, le gouvernement de Tel-Aviv préférait lancer des opérations absurdes qui aboutissaient invariablement à la mort des otages et des commandos. Aux jeux olympiques de Munich, la police allemande avait accepté d'ouvrir le feu sur le commando et les otages. Israël avait préféré sacrifier ses athlètes que céder. A Maalot, petit village du nord d'Israël, l'assaut fut donné à l'école où étaient retenus de jeunes enfants qui furent tués par les assilants. Les Palestiniens n'avaient pas fait exploser la maison.

La neutralité bienveillante du président ougandais Amin Dada rend ce type d'opération impossible.

De plus, les pressions des familles et surtout les pressions internationales vont dans le sens d'un fléchissement de l'arrogance de la direction sioniste. Le commando l'a très bien compris. C'est ainsi qu'il faut interpréter la remise à dimanche de l'expiration de l'ultimatum lancé aux différents gouvernements concernés par la libération de prisonniers politiques.

Ainsi le gouvernement de Tel-Aviv cède parce qu'il y est contraint et forcé.

Néanmoins il va tenter d'exploiter la situation à son profit. Cela se traduira essentiellement par une politique visant à faire resserrer les rangs. La presse d'hier matin donne le ton : « Toute notre nation est un otage. Tout l'étage d'Israël est

otage d'assassins. Tout notre avenir d'hommes libres dépend du bon vouloir d'adversaires assoiffés de sang ».

Encore une fois, il s'agira pour lui de faire assimiler aux masses juives que le destin du sionisme et le leur sont indissolublement liés.

### Les 39 qu'Israël s'apprête à libérer

39 prisonniers demandés sont détenus par Israël. Parmi eux figurent:

- Montseigneur Capucci** condamné à 12 ans de prisons pour avoir transporté des armes pour le Fatah.
  - Fatima Barnawi**, membre du Fatah ayant déposé une bombe en 68 dans le cinéma Sion. Elle est condamnée à vie et c'est la septième fois que sa libération est exigée.
  - Abdallah Rahin Jabbari**, dirigeant du Fatah en Cisjordanie, ayant participé à la nuit des grenades en 1968.
  - William Nasser et Kamal Nimri**, fondateur du Fatah à Jérusalem, palestinien de mère juive.
  - Bruno Roger**, de nationalité autrichienne, arrêté dès son arrivée en Israël, sa détention était secrète jusqu'à sa demande de libération ces derniers jours. (F.P.L.P.)
  - Carlos Oror**, venu du Chili, condamné à vie, la raison en est inconnue. (F.P.L.P.)
  - Cheich Abu Tir (Fatah), Omar Kassem (dirigeant important du F.D.P.L.P.)**
  - Samir Darwish** qui a participé à la seule évasion ayant jamais eu lieu à la prison de Ramlé, **Tatal Yassin (F.L.A.), Abdallah Najrani (F.P.L.P.-C.G.)**.
- Ces quelques noms montrent l'extrême hétérogénéité de la liste. Certains sont condamnés à vie, d'autres devaient être libéré sous peu.

## ETAT D'URGENCE AU PEROU

Le gouvernement a décrété l'état d'urgence et a suspendu les garanties constitutionnelles pour une durée de 40 jours. Un décret, approuvé en session extraordinaire du Conseil des ministres et signé par le président de la République, le général Francisco Morales Bermudez, a remis l'autorité politique et militaire entre les mains des généraux commandant les cinq régions militaires du pays.

Ce décret précise notamment que les mesures destinées à obtenir la relance économique « étaient ac-

tuellement utilisées par certains groupes politiques qui, en marge des intérêts légitimes des travailleurs prétendent troubler l'ordre public ».

Jeudi matin, de nombreux incidents avaient éclaté à Lima, à la suite de l'annonce par le gouvernement mercredi d'une série de hausses des prix. Plusieurs véhicules ont été incendiés en divers endroits de la capitale par des manifestants qui circulaient dans les rues et qui auraient tenté également de piller plusieurs marchés.

## Fin de la conférence de l'OUA

### LA FRANCE ET L'AFRIQUE DU SUD AU BANC DES ACCUSES

La conférence ministérielle de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) clot ses travaux à l'île Maurice. Les groupes de travaux terminent la rédaction des projets de résolution qui seront soumis à l'approbation des chefs d'Etat lesquels se retrouveront à leur tour le 2 juillet. Le point fort de la conférence a donc été comme prévu la question de l'Afrique australe, éclairée de manière tragique par les massacres de Johannesburg. Un ton plus dur a marqué les séances, atmosphère traduite en ces termes par un observateur : « on ne parle plus d'éliminer l'apartheid mais d'intensifier la lutte armée » et de se référer à la pléthore de résolutions antérieures contre le régime raciste de Prétoria, restées sans effet. Que ce soit sur la question des bantoustans (réserves noires), la participation des racistes aux Jeux olympiques, des résolutions unanimes seront certainement votées.

Autre cible des délégués africains : la France. Elle a été en effet sur la sellette successivement sur la question des ventes d'armes à Prétoria, l'avenir de Djibouti, la question des Comores. Elle a été condamnée pour le maintien de la colonisation et sa politique dilatoire ». Sa présence à l'île de Mayotte a également été critiquée dans une résolution qui exige le retrait des autorités françaises. Sahara occidental : une résolution réaffirme le droit inaliénable du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance et exige le retrait immédiat de « toutes les troupes étrangères d'occupation » (celles du Maroc et de la Mauritanie).

Dernier point d'accord : la question de l'admission à l'ONU de l'Angola. Le dernier veto américain a en effet été interprété comme un défi lancé aux membres de l'OUA qu'ils comptent bien relever.

F.T.

## CHINE

### LA CRISE POLITIQUE APRES LE RETRAIT DE MAO

- *Mise en garde contre les représentants de la bourgeoisie au sein du PC*
- *Relatif essoufflement de la campagne anti-Teng*
- *Expectative de l'appareil avant la mort du « grand timonier »*

La fin du mois de mai avait été marquée par la publication d'articles très « durs », en particulier dans la revue de l'université de Pékin contre les personnalités, visées par la campagne anti-Teng, qui occupent des positions de direction dans les organes de direction du parti. Par ailleurs, une revue de Shanghai, le fief de la tendance « radicale » de l'appareil, demandait que ces dirigeants « en tout petit nombre soient critiqués jusqu'à ce qu'ils soient abattus ».

Ces attaques virulentes étaient doublées par d'intenses campagnes d'affiches dans certaines provinces. A Wuhan les dazibaos prenaient à partie les hautes personnalités locales, faisant état d'« incidents » au cours desquels des personnes auraient été « tuées ». Ces campagnes ont touché le Hunan, le Yunnan, le Shansi, le Liaoning, le Honan, et le Hopei ; elles faisaient état d'« incidents simultanés ou postérieurs à eux qui se sont déroulés place Tien An Men ».

On ne peut savoir dans quelle mesure les attaques lancées contre des dirigeants de province étaient spontanées ou à l'initiative de la fraction maoïste. On peut se demander d'autre part si l'absence apparente de campagnes d'affiches dans d'autres provinces provient d'un choix de la direction en fonction des rapports de force locaux ou

est le produit d'un blocage des dirigeants du parti dans ces provinces.

Néanmoins, les articles publiés à Pékin ou Shanghai faisaient état de la difficulté à identifier ou à « démasquer » ces dirigeants « révisionnistes ». Il semble en fait que l'équilibre précaire des forces au sommet après la nomination de Jau Kuo Feng ainsi que le refus de nommer les dirigeants attaqués au sommet du parti comme le ton général et vague de la campagne au cours du mois de juin. La campagne revêtant une fonction plus « éducative » que de lutte effective contre les dirigeants « bourgeois ».

Le retrait officiel de Mao, « d'un âge très avancé et qui reste très pris par son travail », selon les termes mêmes du communiqué, n'a certainement pas renforcé les opposants à la fraction dirigée par Teng Hsiao-Ping.

Le silence de ces derniers jours comme les termes mêmes de l'éditorial montrent l'inquiétude de l'aile « radicale » de l'appareil. « Il y a aussi des personnes qui, à l'instar de Teng Hsiao-Ping se cramponnent à leurs erreurs et deviennent des dirigeants engagés sur la voie capitaliste et refusant de se repentir ». Il souligne que les déclarations du président Mao sur la facilité avec laquelle les membres du parti peuvent devenir des

« éléments bourgeois » revêtent une « importance immédiate considérable ». En conséquence l'article demande aux membres du parti de prendre une « position bien tranchée » dans la lutte contre Teng et de se soumettre à des « tests » pour se « tremper ».

Même si l'éditorial note que le parti est sorti renforcé après les émeutes de Tien An Men, la réalité semble bien loin de ces affirmations.

L'éditorial lui-même reflète le profond désarroi de l'actuelle direction chinoise après le retrait de Mao. Il confirme que face à la crise profonde qui secoue la bureaucratie chinoise, face à la lutte exacerbée au sommet autour des différentes options en présence, la majorité de l'appareil refuse de prendre une position « Bien tranchée » — on ne sait jamais, il faut ménager l'avenir — et surtout de condamner la ligne « révisionniste » de Teng.

L'ensemble de l'appareil est à l'heure actuelle dans l'expectative de l'échéance de la mort du « grand timonier » et les tentatives de la fraction « radicale » de relancer la campagne en cours, en l'absence de toute mobilisation effective des masses ne peuvent que se solder par des échecs, qui risquent de plus, d'affaiblir encore sa crédibilité dans le pays.

Frédéric Carlier



## La répression contre les réfugiés latino-américains en Argentine

### « DISPARITIONS » ET TORTURES SONT LA REGLE

La répression contre les réfugiés latino-américains en Argentine

Deux conférences de presse, l'une du mardi 29 juin et l'autre du mercredi 30, ont, une nouvelle fois braqué le projecteur sur la situation en Argentine, et plus particulièrement, sur la situation des réfugiés latinos américains dans ce pays.

La conférence de presse du mardi 29 a été donnée par les uruguayens qui, depuis le 22 juin, font la grève de la faim à la maison verte (127 rue Marcadet Paris 18<sup>e</sup>). Ils ont souligné la mobilisation dans le quartier de la population et des militants syndicaux d'un certain nombre d'entreprises, dont les PTT du 18<sup>e</sup>. De nombreuses organisations politiques dont le Parti Socialiste, la section 18<sup>e</sup> du PCF, les Radicaux de Gauche, la Fédération Démocrate Socialiste, la LCR, l'OCRévolution, l'OCGOP, le PSU, des organisations de solidarité (CIMADE, Mouvement d'Action Judiciaire, Ligue des Droits de l'Homme...) des organisations comme l'Union Générale des Travailleurs Sénégalais en France, le CDA 18<sup>e</sup> et des personnalités comme les avocats Jean-Jacques de Felice et Maurice Buttion, les conseillers de Paris du Parti Socialiste, Julio Leparq, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir etc... ont apporté leur soutien.

Après avoir rappelé que près de trente uruguayens ont disparu (et la plupart ont été retrouvé assassiné) en Argentine depuis 2 ans, parmi lesquels Geraldo Gatti, militant syndical, le docteur Manuel Liberoff, Hugo Mendez, dirigeant syndical disparu récemment, que nombreux sont ceux qui sont en prison dont André Cultelli, menacé d'être extradé en Uruguay, Enrique Erro, qui a obtenu l'asile politique en France, les grévistes ont laissé la parole à Roby Bois, de la CIMADE, qui a fait un compte rendu de la délégation auprès du ministère des affaires étrangères français. Un représentant du ministère les a reçu et sans s'en-



Abattue dans la rue par les flics

gager formellement, a indiqué que des démarches allaient être effectuées pour favoriser le départ des réfugiés latino américains d'Argentine.

La conférence de presse donnée le 30 juin, par la Fédération des Droits de l'Homme portait plus spécialement sur la situation en Argentine. M. Joinet a souligné que l'état de droit actuel est pire que celui qui sévit au Chili : tous les magistrats ont été révoqué après le coup d'état de Videla du 24 mars, les activités judiciaires, avec des juges sélectionnés n'ont repris que le 3 avril. La plupart des délits relève d'ailleurs des Conseils de Guerre, où les inculpés ne peuvent être assistés par des avocats et où les peines de mort peuvent être prononcées (y compris pour des mineurs de 16 ans) sans appel. Le nombre des détenus ne peut être précisé, d'autant que les autorités officielles ne publient pas de listes de prisonniers et que la frontière entre les effectifs de la police et les groupes para-policiers est inexistante. Quand une personne est arrêtée on ne sait s'il s'agit d'une

arrestation ou d'un enlèvement. Les détenus sont isolés, les visites de leur famille ont été récemment interdites, la torture est la règle dans ses formes les plus barbares. M. Joinet a rapporté un témoignage : à l'Ecole Mécanique de l'Armée, un détenu a eu les membres tranchés, lentement à la scie, devant sa compagne et les bourreaux l'ont laissé mourir ainsi. De plus M. Joinet a fait remarquer que, quand la presse signale des affrontements entre l'armée et les subversifs, il n'y a jamais de prisonniers, que des morts. La répression touche le mouvement ouvrier ; les grèves ont été interdites, tout local public ou privé de production a été déclaré « objectif militaire », donc sous la surveillance de l'armée, qui assimile toute grève à une atteinte à la sûreté de l'état. Enfin la conférence de presse a conclu sur la situation des réfugiés, des plus précaires car livrés, sans protection, aux bandes para-policières argentines et aux polices des dictatures voisines qui peuvent agir librement en Argentine.

Hugo Salvo

## POLOGNE

### Deux morts lors du soulèvement ouvrier de Radom « Des femmes hystériques et des ouvriers en état d'ébriété »

Vendredi 25 juin, la hausse des prix a été annoncée la veille par le premier ministre. A Radom, ville ouvrière du Sud, comme dans le reste de la Pologne, c'est la colère. Les ouvriers des usines de l'usine d'Orme General Walter, la petite ville toute proche de Starchowice, n'ont pas oublié comment en mars 75, ils avaient réussi par un débrayage à imposer la libération des 150 ouvrières de l'usine de chaussure Radioska, qui s'était mise en grève. Ils avaient d'ailleurs obtenu 20 % d'augmentation de salaires dans l'année.

Ce matin-là, ils sont les premiers à débrayer pour protester contre la scandaleuse augmentation des prix décidée subitement la veille par le gouvernement, seul. Bientôt toute la ville se soulèvera. Manifestation ! L'objectif central est l'immeuble du parti, un bâtiment moderne de trois étages en plein centre ville. La milice est là, entourant le bâtiment, accrochage, c'est l'émeute. L'immeuble va brûler. Comme ont brûlé en 70, les sièges du parti sur la Baltique. Des barricades sont dressées en plein centre de la ville. Les affrontements avec la milice sont très violents, 24 véhicules dont des poids lourds vont brûler, deux manifestants seront tués, sur les barricades (officiellement écrasés sous une remorque), 75 miliciens blessés dont huit grièvement. Les

affrontements ne s'arrêteront que vers 23 heures, soit trois heures après l'annonce du recul gouvernemental. Les dégâts sont officiellement chiffrés à 70 millions de zlotys (14 millions de francs).

Quelques unes des précisions ont été apportées par le maire de Radom, au cours d'un meeting organisé mercredi pour fustiger « les émeutiers et les voyous » responsables des événements, et qui « n'ont plus leur place dans la société de Radom ». Oh honte ! D'après M. le maire, certains des manifestants n'étaient pas des ouvriers, mais des éléments « parasites et anti-socialistes », « des femmes hystériques et des

hooligans en état d'ébriété ». C'est donc à cause de ces « gens-là » que le gouvernement est revenu promptement sur sa décision. Le socialisme est décidément bien bas en Pologne. On apprendra que de nombreuses arrestations ont été opérées, et de nombreuses condamnations prononcées, sans aucune précision sur les peines appliquées et le nombre des condamnations. M; le maire a enfin rendu hommage à « l'exceptionnelle retenue » de la milice. Il est vrai qu'elle n'a fait que deux morts, une « bavure » comparé aux centaines de morts ouvrières sur la Baltique en 70.

SB

## HOT ENGLAND

Tout fout le camp. Même dans la vieille Albion. Sur les « greens » de lords, les plus célèbres pelouses de cricket « in the world » le « Matylebone cricket club » (ça ne s'invente pas) a mis fin à une tradition vieille de 189 ans, en autorisant ses membres à « tomber le blazer ».

A Wimbledon, où se tient en ce moment même le plus grand tournoi de tennis sur herbe de la saison, la tradition était moins

vielle et n'avait que 99 ans. Mais là aussi les arbitres ont été autorisés à diriger les matchs en bras de chemises.

Enfin, « the last but not the least », une rumeur prétend qu'à la Chambre des Communes, les huissiers, qui ont obtenu le droit de tomber la cravate et de laisser le veston au vestiaire ont aperçu une honorable Member of the Parliament « Pieds nus »!!!

Dear Hot England

## IRAN

### 10 REVOLUTIONNAIRES ASSASSINES PAR LA POLICE DU SHAH Communiqué de la confédération des étudiants iraniens

Communiqué de la confédération des étudiants iraniens

30 juin 1976

Selon le communiqué officiel du gouvernement iranien 10 révolutionnaires ont été tués dans un accrochage avec la police du régime à l'aube du 29 juin 1976, près de l'aéroport de Téhéran. Hamid Achraf, un des dirigeants principaux de l'Organisation Guerrilleros Fedai du Peuple, qui était recherché par la police du chah depuis 1967, a été annoncé tué dans l'accrochage.

Les descriptions des accrochages, le nombre des martyrs, etc. publiés par le régime ne sont jamais vrais. Ils sont toujours fabriqués. Une des méthodes du régime est qu'il annonce mort des révolutionnaires capturés. Cela permet au régime de les tuer sous la torture.

Dans l'accrochage du 29 juin, deux différentes versions ont été annoncées par la radio du régime. Une vers deux heures du matin le 29 juin qui a annoncé l'accrochage à minuit ; et l'autre dans la matinée qui a annoncé le même accrochage à l'aube.

Il faut aussi noter que, au 26 janvier 1976 le régime avait annoncé la mort du Mohamad Reza Yassrebi dans un accrochage à Tabriz au même jour. Et cette fois-ci son nom est parmi les derniers martyrs du 29 juin, d'après les annonces du régime.

Le nombre des martyrs depuis le début de l'année courante était de plus de 80. Nous demandons à tous les progressistes et anti-fascistes qu'ils manifestent vigoureusement contre le régime fasciste du Chah.

Union des Etudiants iraniens en France  
Membre de la CISNU

## aux quatre coins du monde

### 10 000 HOMOSEXUELS DANS LA RUE A NEW YORK

Le 27 juin 1969, à la suite d'une descente armée des flics dans les boîtes de Christopher Street à New York qui provoqua la mort d'un homosexuel, des combats de rue opposèrent violemment flics et homosexuels, et furent le point de départ du Gay Liberation Front (Front de libération homosexuel). Pour célébrer ces barricades et manifester la poursuite de leur lutte contre la répression, tous les ans, les homosexuels descendent dans les rues des principales villes des Etats-Unis.

A New York, cette année, le 28 juin, une dizaine de milliers d'homosexuels, hommes et femmes, ont défilé de la 5<sup>e</sup> avenue à Central Park ; les différents groupes (militants, parents d'homosexuels, communautés rurales) alternaient avec des travestis, montés sur des chars de carnaval. A Central Park, les différentes prises de parole des militants homosexuels ont pu souligner que même si finalement l'homosexualité est tolérée à New York et Los Angeles, dans le reste du pays, de longues luttes sont encore à mener tant contre la répression pénale que contre les discriminations dans l'emploi et le logement.

La mobilisation doit se maintenir, puisque de nombreux mouvements homosexuels font partie de la Coalition du 4 juillet, mouvement qui entend boycotter activement la célébration du bicentenaire des Etats-Unis, notamment le 3 juillet à Philadelphie pour la fête de l'indépendance et du 12 au 16 juillet à New York pour la fête de la Convention Démocrate.

### cet été avec Politique Hebdo

un voyage d'information politique en république démocratique de SOMALIE

(il reste encore quelques places)

#### Départ

dimanche 4 juillet, Retour mercredi 28 juillet  
lundi 2 août, Retour mercredi 25 août  
lundi 9 août, Retour mercredi 1<sup>er</sup> septembre

#### Prix du séjour

Comprenant le transport aller et retour par avion Paris Mogadiscio via Rome, ainsi que les transports sur place et l'hébergement en demi-pension : 3.900 F.

Pour tout renseignement complémentaire, adresser votre demande à Inter Europe, 22 rue Gay Lussac, 75005. Tél. MED.61.65

Programme complet dans le n° 228 de P.H.



## TRIBUNE Internationale

### DJIBOUTI : « Néo colonialisme ou pouvoir populaire ? »

Les conversations de Paris ont pris fin. Pour le M.P.L., qui a refusé de participer à ces tractations, il est clair, depuis le début, que l'objectif poursuivi en commun par la France et l'opposition est le suivant : réaliser l'indépendance en douceur, c'est-à-dire en court-circuitant les exigences du mouvement populaire.

En retirant son soutien au parti de Aref, Paris ne modifie pas fondamentalement sa politique. Le gouvernement tire la leçon des événements du 2 mai dernier au cours desquels, aux yeux des observateurs internationaux et de l'OUA, la population Afar de Tadjourah a, à l'appel du Mouvement Populaire de Libération, manifesté au prix de un mort et cinquante six blessés par balles, son opposition résolue au représentant du colonialisme et chassé Aref de ce qui était jusque là considéré comme son fief.

L'indépendance de Djibouti n'est plus, en principe, une solution rejetée par Paris. La question pour la France est de parvenir à rééditer l'opération qui avait réussi en 1959 pour les autres pays d'Afrique avec la loi cadre, c'est-à-dire une indépendance qui « garantit la présence de la France dans la région » et préserve les intérêts militaires, coloniaux et commerciaux de la métropole, en un mot, une indépendance néo-coloniale.

La L.P.A.I. en acceptant avec empressement ces négociations s'est présentée comme la candidate au pouvoir néo-colonial, trahissant du même coup la volonté populaire de mettre fin à la domination étrangère, acceptant, sous prétexte de « garantie à l'intégrité territoriale » le maintien des bases militaires françaises, passant sous la table enfin, le contenu social de l'indépendance qui ne peut être que celui d'émancipation des masses pauvres de l'oppression séculaire du féodalisme, de résolution des divisions nationales, de libération de l'exploitation du mercantilisme colonial et militaire.

#### La question de l'Indépendance

La question de l'indépendance pour le M.P.L. est d'abord liée à son contenu. Nous nous arrêtons ici sur deux points fondamentaux qui justifient notre position face à la LPAI et au fantôme Aref. La question du pouvoir populaire et des transformations sociales, la question nationale dans le territoire et en rapport avec les pays voisins.

Dans le contexte actuel aucune force révolutionnaire ne peut se contenter du mot d'ordre d'indépendance si elle n'est pas en mesure de lui donner un sens concret pour les masses populaires Afars et Somali. Ce caractère fondamentalement populaire se vérifiera autour des éléments suivants : transformations sociales et politiques, politique d'éducation, politique de santé, politique de travail et de logements, transformations et émancipation de la condition des femmes, disparition de la dépendance commerciale par la réglementation du commerce.

L'entrée en lutte des classes populaires sur ces questions, l'existence de formes d'organisation populaire tant en ville que dans les régions nomades, par lesquelles s'exerce l'auto-éducation des masses pauvres du territoire montre que dans le domaine politique ce contenu à l'indépendance peut être donné par l'établissement du contrôle populaire, base d'un système de pouvoir populaire.

#### La question nationale

Tous les observateurs s'accordent sur le fait que l'indépendance de Djibouti est liée à une juste appréciation de la question nationale. Djibouti n'est pas un pays homogène. Il s'agit d'un territoire composé de groupes nationaux dont l'histoire, l'existence territoriale, la culture s'étendent dans tous les pays de la région.

Tenter de rattacher, comme l'espère l'Ethiopie Djibouti à l'un ou l'autre de ses voisins passe sous silence les faits suivants.

- L'Ethiopie et la Somalie occupent elles-mêmes une place subordonnée à la stratégie de chacune des deux grandes puissances dans la région, leur indépendance étant du coup sujette à tous les doutes.

- Le rattachement dans de telles conditions reviendrait à changer de tutelle, sans rien résoudre aux problèmes nationaux pour les masses, dans la mesure où la libération des droits nationaux, pour nous, est liée aux conditions de libération sociale. Au mieux, on arriverait à la domination d'une ou plusieurs nationalités au profit des couches dominantes d'une des nationalités de la région.

- Une telle solution ouvre la porte au danger de voir se répéter à Djibouti la tragédie que vit aujourd'hui le peuple Saharoui.

Dans ce cadre, l'objectif d'indépendance du territoire, la défense intransigeante de l'intégrité territoriale pour le MPL signifie deux choses :

- L'affirmation que notre but n'est pas seulement l'indépendance sous pouvoir populaire, mais l'établissement à Djibouti d'un véritable centre de lutte contre le partage impérialiste de la région, pour la naissance par la lutte populaire des diverses nationalités opprimées d'une véritable fédération socialiste des peuples de la corne d'Afrique

- des maintenant la mise en œuvre d'une activité importante de notre programme dans la mesure où nous sommes la seule force politique qui offrons aux masses exploitées, ouvriers nomades à tous les patriotes, une issue réaliste, courageuse et objective.

HASSAN ALI « DALSA »

Secrétaire Général du Mouvement Populaire de Libération

### VIVE L'INTERNATIONALISME PROLETARIEN !

L'« internationalisme prolétarien » n'est donc plus à l'ordre du jour, après la conférence européenne des partis communistes de Berlin-Est. Désormais, il conviendra de parler de « solidarité internationaliste », qui, selon Enrico Berlinguer est un « mouvement qui va à l'heure actuelle bien au-delà des partis communistes ». Léonid Brejnev ne faisait-il pas figure de « rétro » en défendant un concept forgé par Marx à la naissance du mouvement ouvrier ?

Mais on aurait tort de voir dans cette polémique l'affrontement des puristes et des révisionnistes. L'« internationalisme prolétarien » est mort dans les oubliettes du Komintern stalinisé à partir du milieu des années « 20 ». Pour l'ensemble des partis communistes, il va devenir synonyme de « défense des intérêts de l'Etat soviétique ». Et c'est en son nom que le parti communiste chinois devra passer sous les fourches caudines du Kuomintang en 1927, que les communistes français avaleront la couleuvre du pacte germano-soviétique en 1939, que les combattants indochinois et algériens attendront en vain un soutien matériel du « camp socialiste », et que le parti communiste indonésien sera laissé à l'abandon dans les massacres de 1965.

Il est, dès lors, dérisoire de s'apésantir sur le changement de termes consacré par la conférence. Qu'il s'agisse d'« internationalisme prolétarien » ou de « solidarité internationaliste », les bureaucraties des différents PC continueront de pratiquer une politique de renoncement par rapport aux tâches élémentaires qu'avait définies l'Internationale communiste de Lénine lors de son premier congrès en 1919. « L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale, pouvait-on lire dans la plateforme, réalisera ainsi l'entraide de prolétaires des différents pays, alors que sans cette aide mutuelle économique et autre, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial ».

Depuis la fin de la « troisième période » de l'Internationale, au début des années « 30 », les partis communistes ont repris à leur compte la thèse bourgeoise de l'« intérêt national ». Ils n'ont jamais manqué, par la suite, de la mettre en pratique contre les intérêts de ceux qui les armes à la main, tentaient de briser le joug de la domination impérialiste. Et Husak, Jikov, Brejnev et consorts ont beau jeu de se qualifier d'« internationalistes », eux qui, tout comme la Chine d'ailleurs n'ont même pas ouvert leurs frontières pour accueillir les réfugiés chiliens.

L'« internationalisme prolétarien » est pourtant le premier devoir de véritables communistes. C'est à nous, aujourd'hui, d'en tenir haut la flamme.

Pierre Julien.

## LARZAC

Après les 22 arrestations

## MANIFESTATION AUJOURD'HUI

Le général Dufour n'a pas apprécié l'occupation de l'antenne du « Génie-Domaine » dans le camp militaire du Larzac, qu'il a qualifiée d'« exaction inqualifiable ». 22 personnes (paysans du Larzac et objecteurs de conscience) ont été interpellés ; leur procès doit avoir lieu vendredi.

A cette occasion, l'association nationale des paysans travailleurs appelle les paysans du Larzac à manifester vendredi à Millau, et invite ses adhérents à prendre contact avec les comités Larzac pour organiser le soutien. « Les

paysans du Larzac », ajoute le communiqué, « contestent le droit que se donne l'armée (...) d'accaparer la terre et d'enlever ainsi l'outil de travail des paysans ».

**Rectificatif :** Contrairement à ce que nous avons indiqué hier le procès des paysans du Larzac n'a pas lieu à Rodez mais à Millau. D'autre part, un collectif de soutien s'est formé et a fait appel aux organisations syndicales et politiques pour organiser la solidarité. Il appelle à se rendre en masse au procès, aujourd'hui.

### Communiqué des paysans du Larzac

A la suite de l'action menée le 28 juin contre l'antenne Génie-domaine chargée d'acquiescer les terres, action qui a entraîné l'incarcération de quatorze exploitants agricoles et huit résidents, les paysans du Larzac font la mise au point suivante :

« Le général Dufour, commandant la 44<sup>ème</sup> division militaire publiait dès le lundi soir une information selon laquelle cette action est le fait d'un groupe de personnes étrangères au Larzac. Sur les 22 personnes interpellées, six seulement habitaient le plateau. Pour sauver notre outil de travail et garder le droit de vivre sur nos terres, nous avo我们有 commettre un acte réprimé par la Loi. Le pouvoir porte seul la responsabilité de cette action. Il nous laissait espérer une issue possible à la concertation avec le sous-préfet de Millau, alors

que son armée intensifiait les achats de terres sur le Larzac. Sur les 17 000 hectares concernés par le projet, les paysans sont propriétaires seulement de 3 500 hectares. Le reste appartient à des propriétaires non exploitants.

Très conscients des risques que nous prenons, nous sommes prêts à les assumer. Nous appelons à la solidarité nationale. Aujourd'hui le Larzac ne doit pas être isolé. C'est tous ensemble qu'il nous faut le sauver.

« Gardarem lou Larzac ! »

Les paysans du Larzac

## LE PCF CONTRE EUROPE 1

Le BP du PCF monte sur ses grands chevaux. Il n'a pas apprécié la façon dont la presse bourgeoise a rapporté ses débats avec le PS à propos des municipales. Il dénonce Alain Duhamel, qui, à Europe 1, a expliqué que le PCF s'était « rallié » aux propositions du PS. « Ce qui est porter à un point de perfection l'art de la falsification ». Faux ! dit René Andrieu. Sensible, la direction du PCF connaît les réactions des militants sur ce point : il ne faut surtout pas paraître capituler un peu plus devant Mitterrand. La presse bourgeoise évidemment en rajoute dans ce sens pour mieux justifier Giscard : Le PCF est un phénomène anachronique qui doit régresser de plus en plus. Aussi L'Humanité publie-t-elle l'intégralité des déclarations : celle du PCF du 31 mars, celle du PS du 16 mai, et le texte commun du 28 juin. Voyez-vous, il y a une phrase commune (non mais !) entre le projet du PCF et la conclusion unitaire : et c'est une phrase qui prévoit l'accord dans toutes les communes de France où l'Union de

la gauche est présente...

Or, Europe 1 ment : cela dépasse les bornes. Le BP du PCF appelle donc les travailleurs à boycotter cette radio pendant une semaine, du 5 au 15 juillet...! Mesure inédite, surprenante. Chacun sait que Europe 1 ment... très souvent, ou déforme la vérité, ou fait silence sur bien des choses. récemment sur l'Afrique du Sud, les commentaires d'Europe 1 n'ont pas été particulièrement progressistes, à l'image de la politique giscardienne... le PCF n'a pas appelé au boycott. En vérité, la mise en garde contre certains organes d'information (le PCF cite aussi l'AFP) est une chose nécessaire qu'il convient de rappeler et pas seulement contre Europe 1 et l'AFP. Mais l'occasion saisie par le PCF fait pour le moins querelle de chapelle. Colère subite. Piqué au vif. Pour des élections ! Et pour faire savoir que c'est le PCF qui a fait céder le PS et pas l'inverse, na ! Le sectarisme se marie bien avec l'unité sans principe et sans rivage : voilà ce que prouve le geste du BP.

## SANS COMMENTAIRES

L'« Humanité » et l'« Unita » (quotidien du parti communiste italien) n'ont toujours pas consacré d'éditoriaux à la tenue de la conférence européenne des partis communistes. Les commentaires sont en bonne place à l'intérieur du journal, mais consistent, presque exclusivement, en la reproduction des interventions des différents chefs de délégation.

L'« Humanité » d'hier matin n'a même rendu compte du document final, réservant, par contre, une page entière à l'intervention de Georges Marchais. Quant à l'« Unita » de mercredi matin, si elle s'interrogeait, dans un article débutant en première page, sur les points de convergence et de divergences des communistes européens, elle ne traitait la première journée de la conférence qu'en quelques colonnes.

Cette économie de commentaires est décidément un signe des temps.



## LES POLICIERS MEURTRIERS EN CORRECTIONNELLE ?

### GREVE DU PORT D'ARME DES INSPECTEURS EN CIVIL

Les inspecteurs de police se sont mis en grève du port d'armes, pour protester contre l'ouverture d'une information judiciaire visant Joseph Suzini et Jean-Luc Fritcs, les deux policiers qui ont tué, la semaine dernière, M. Bapedou, employé de banque. Les flics ont décidé de ne plus être armés jusqu'à ce que la légitime défense soit reconnue à leurs deux collègues.

Voilà une grève qui, dans sa forme si ce n'est pas dans son but, nous est bien sympathique et dont on espère qu'elle durera longtemps. Il est important de noter que les deux policiers inculpés ont été

déférés devant le petit parquet de Paris, à la section correctionnelle, ce qui implique qu'ils ne seront pas jugés par une cour d'assises comme tous les criminels ordinaires, qui n'ont pas d'amis bien placés. Cela

rapelle étrangement l'affaire Diab, où le brigadier Marquet a, depuis trois ans et demi, réussi à éviter la cour d'assises.

Dans une déclaration, M. Waterloos, secrétaire général du syndicat national des personnels en civil a précisé que « par cette action, les inspecteurs en civil entendent exiger que l'état de légitime défense soit reconnu aux deux inspecteurs... et protester contre une campagne de presse qui tend à faire passer ces deux policiers pour des tueurs. »

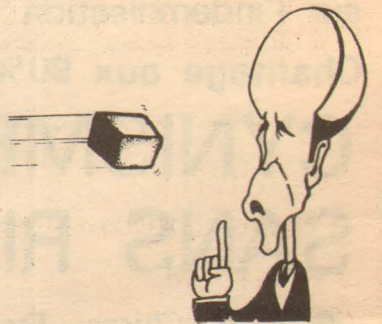
Ce n'est pas la première fois que des policiers parlent de la légitime défense (voir notre document). Déjà, il y a un an, la fédération professionnelle de la police nationale, dans une invitation à un débat entre policiers, protestait contre une circulaire du directeur général de la police nationale, disant que « l'usage des armes ne sera pas justifié si l'individu se contente de menacer avec ses poings et ses pieds ». Et les policiers de la FPPN de se demander : « Ne peut-on pas tuer avec les poings et les pieds ? ». Un des responsables de ce syndicat joint par téléphone, nous déclarait hier après-midi : « Pour nous, la légitime défense est assurée dès que nous sommes en danger, les policiers



reçoivent un entrainement adéquat, ils sont les plus à même de juger s'il y a légitime défense. » Juge et partie, en somme !

Ce n'est pas pour rien que des policiers se battent depuis longtemps pour l'accroissement de la notion de légitime défense. En droit, cette notion est vague et sujette à de nombreuses interprétations. En agrandissant la jurisprudence, les policiers pourraient plus facilement avoir les mains libres pour couvrir leurs exactions et leurs bavures.

Jean-Gilbert du CAP



### RADIO-TELE INTOX

Le « comité pour le respect du droit à l'information Radio-télévisée » crée à l'initiative des trois partis signataires du programme commun, a rendu public une étude sur « l'objectivité » de la télévision.

On apprend ainsi que du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 76, le rapport des interventions entre l'opposition et la majorité est en moyenne de un à trois, et « que l'information se manifeste de façon uniforme, directement ou insidieusement soumise au pouvoir (...) c'est particulièrement sensible des qu'apparaît un enjeu politique dans la vie sociale, qu'il s'agisse de grèves de luttes sociales et bien sur d'élections. »

Sans aborder le problème de fond qui est celui du monopole de l'état sur l'information télévisée et le contrôle des usagers sur cette information, le comité exige « un véritable droit d'expression de l'opposition chaque fois que le président de la république ou le premier ministre s'adressent directement aux français ». Rien de bien extraordinaire comme on le voit. Mais cela suffit pour soulever un tollé général, certains journalistes de la télé se sont senti atteints dans leur objectivité et le bureau exécutif de l'UDR s'est senti obligé d'y aller de son communiqué pour exprimer « sa sympathie aux journalistes victimes d'une si inconvenante agression des coalisés du programme commun » Certaines sensibilités réagissent vite ...

### Giscard à Angers

Il est venu. Ils sont tous là : 800 hauts fonctionnaires, plus de 100 journalistes, 7 ministres, 800 gardes mobiles et un raton-laveur. Toute la nuit, des bandes de jeunes R.I. avec la complaisance des flics, ont recouvert d'affiches les murs de la ville. Les fafs paraissent dans les rues et on eut même droit à quelques arrestations.

Correspondant



### FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE DE LA POLICE NATIONALE

Dépôt légal 15.651

POLICE ADMINISTRATIVE ET POLICE JUDICIAIRE

PDT. C. AUPEIX  
ADJ. J. MOREL  
TRES. C. MARCHOUX



- LE "RAS LE BOL" POLICIER -  
laisser s'agrandir le BOL ... ?  
... ou vouloir en diminuer le contenu !!!

### II. FAUT :

Le 16 août 1975

ADAPTER LA LEGITIME DEFENSE A LA FONCTION DE POLICIER  
ET RECOMMANDER LES CONDITIONS DE L'USAGE DES ARMES

Nous avons tout reçu la note officielle du 3 juillet 1975 sur "l'emploi des armes à feu par les fonctionnaires de police".

IL S'AGIT DE DURE SUREMENT, VITAL. Il y va de notre sécurité.

"SE FAIRE TIGUER LE TIGU" n'entre quand même pas encore dans les attributions normales du Policier...

C'est pourquoi nous avons décidé de consacrer à cette question, une matinée de notre Congrès Fédéral, le jeudi 11 septembre 1975 à 10 h 30 dans les salons du NOVOTEL, 1, avenue de la République à Bagnolet -93- (Métro: Porte de Bagnolet)

Notre Avocat Maître Henri-René GARNAUD, nous exposera son point de vue sur la légitime défense et répondra à vos questions.

### NOUS VOULONS UNE LARGE CONFRONTATION

Nous discuterons les termes de la note signée par Monsieur Louis VERGER, Directeur Général de la Police Nationale.

En effet, lorsque nous lisons dans cette note: "l'usage de l'arme ne sera pas justifié si l'individu qui s'avance se contente de menacer avec ses poings et ses pieds" - NOUS POSONS LES QUESTIONS SUIVANTES:

Ne peut-on pas tuer avec les poings et encore davantage avec les pieds, surtout si la victime est à terre et reçoit les coups au visage ou dans les parties sexuelles ?

### LE POLICIER DOIT-IL ACCEPTER LE LYCHAGE ?

De même, nous commenterons le passage de cette note où l'on relève: "Au cours d'une poursuite, l'abandon de l'arme par le malfaiteur implique la cessation des conditions de la légitime défense permettant l'ouverture du feu"

### NOUS RÉPONDRE :

- Encore faut-il l'avoir vu cet abandon de l'arme, et dans la nuit...
- Et si le truand a deux pistolets ?

### TEL SERA NOTRE DÉBAT.

Venez nombreux, MEMBRE DE NOTRE FÉDÉRATION OU NON, les portes de notre congrès pour ce débat, sont ouvertes à TOUS, sans exception.

Dans ce sujet où il est question de votre vie et de sa défense, apportez-nous votre contribution.

Pour le Bureau Fédéral,  
Le Président:  
Claude AUPEIX

Où l'on voit que ce n'est pas si spontané que ça.

## Sècheresse

### LE PROBLEME DE L'ELEVAGE DEVIENT DRAMATIQUE

Tous les échos et informations que nous recevons aujourd'hui soulignent la gravité du problème : Ainsi, un lecteur nous écrit de la Sarthe pour nous signaler l'abattage massif, aux abattoirs de Sablé, de vaches prêtes à vêler, ainsi que de génisse (vaches qui n'ont pas encore eu de veau); « Si l'on continue à abattre n'importe comment », dit-il, « il faudra 3 ou 4 ans pour refaire le cheptel, car il en prend un sacré coup en ce moment ». Quelles que soient les pertes subies, beaucoup de paysans n'ont pas le choix aujourd'hui en raison du manque de fourrage ou plutôt du prix au quel il faut le payer.

La spéculation va en effet bon train : le tourbeau (à base de soja) a augmenté de moitié à la tonne en 3

mois; en Loire-Atlantique, les paysans travailleurs signalent la luzerne déshydratée à 72 c/kg et le foin à 65 c/kg. Ils dénoncent par ailleurs les pratiques de firmes et de marchands de fourrage qui proposent aux paysans des produits de remplacement chers et sans valeur nutritive garantie. Enfin, des marchands de bestiaux (...) achètent maintenant pour repeupler leurs prairies ou les soigner avec le fourrage qu'ils ont pris soin de stocker avant la panique sur les prix ».

Signalons encore qu'à Rungis, les cours ont baissé de 2 à 3 % sur le mouton, de 11 % sur le veau depuis quinze jours, et qu'il y a une baisse également sur le bœuf et le porc, sans que les prix à la consommation baisse pour autant; les bénéfices doivent bien passer quelques part !

### "MAUVAIS" PROF !

La conception de l'enseignement de maths de Claude Ligny, prof au CES A. Camus de Vierzon n'était pas dans la norme. (cf. Rouge n° 71 du 10 juin 76). Convoqué le 19 mai devant le conseil de discipline. Il vient d'apprendre qu'il était muté au lycée Balzac d'Issoudun à 30 km de Vierzon.

Les sections syndicales SNES et SGEN du CES A. Camus de Vierzon déclarent qu'« On ne peut voir dans cette sanction, comme dans celle de Pelletier, radié de l'Education

nationale pour avoir participé lors de son service militaire à la manifestation de Draguignan, qu'une volonté sans cesse réaffirmée depuis quelques temps par le gouvernement de mettre au pas les fonctionnaires (...) L'objectif doit être maintenant d'exiger la réintégration de Ligny à Vierzon, de Pelletier, de Papinsky, de Pouvillon, comme Deguet a obtenu sa réintégration à Tours où il avait été interdit de séjour par l'inspecteur d'académie d'Indre et Loire ».



« Seigneur, venez au secours de nos cultures » Giscard est bien d'accord, il vaut mieux s'adresser à Dieu qu'à ses saints. (AFP)

### Restriction, pas pour tout le monde !

Nous avons expliqué hier en quoi les mesures d'interdiction et de réglementation de la consommation d'eau des particuliers (mesure adoptée également en Grande-Bretagne ou aux USA, mais non par exemple en RDA) constituait pour l'essentiel une mesure de bluff politique et de gagne-petit pour dissimuler des responsabilités évidentes des pouvoirs publics en matière de distribution de l'eau.

Un lecteur nous a écrit il y a quelques jours pour nous faire part de ses réflexions à ce sujet. Nous lui laissons la parole :

« En grande banlieue et dans de nombreuses campagnes, il est désormais formellement interdit d'arroser son jardin. Le brave travailleur qui s'est dépensé après sa journée de travail ou durant son week-end pour faire quelques légumes, voit tout se dessécher irrémédiablement. Pendant ce temps à Paris les jets d'eau des beaux quartiers fonctionnent, les cafés arrosent leur terrasse et la ville de Paris ses pelouses, etc.

J'ai personnellement une petite bicoque et un coin de jardin dans l'Aisne (la Dhuisse qui y coule est captée pour alimenter Paris). Lorsque je m'y prend pendant le week-end, il m'est interdit d'arroser (et ce n'est pas seulement cette année). Par contre la Cie Générale des eaux m'impose une consommation minimum d'eau semestrielle. Donc je paie de l'eau que ne n'ai pas le droit d'utiliser. C'est beau l'organisation capitaliste.

Un syndicaliste CFDT.

### TRIBUNE LIBRE

C'EST L'HISTOIRE D'UN TROU A BOUCHER DANS LA MAQUETTE DE ROUGE...

UN DESSINATEUR PASSAIT PAR LA...

DIS COCOTU PEUX ME FAIRE UN TRUC, UNE PETITE HERBE JAUN BLANC DANS MA PAGE JE COMPTES SUR TOI TU FAIS N'IMPORTE QUOI TU AS CARTE BLANCHE...

OK N'IMPORTE QUOI MAIS POLITIQUE...

FORCADELL



Les déclarations de F. Ceyrac sur l'indemnisation du chômage

Chantage aux 90%

## CYNISME SANS RIVAGE

● Après Chirac, François Ceyrac, leader du CNPF a trouvé la raison du maintien du chômage : le goût des travailleurs inemployés pour la farniente.

● Il met en cause le droit des chômeurs à être indemnisés.

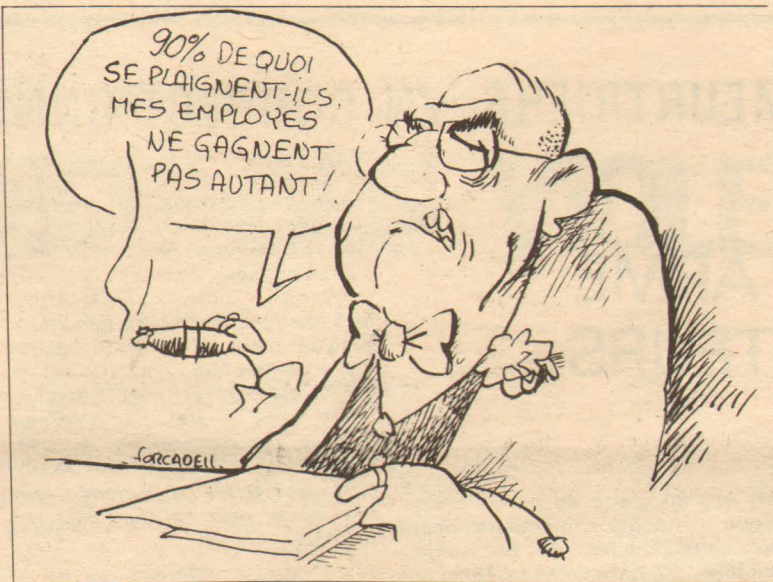
Monsieur François Ceyrac s'est adressé aux patrons des Ardennes pour « dénoncer les abus de l'indemnisation à 90 % » (les Echos du 1<sup>er</sup> Juillet). Rien que ça ! Son argumentation tient en deux points :

- le système de l'indemnisation est coûteux et lourd à manier et gêne les investissements, créateurs d'emplois

- il encourage les bénéficiaires à

ne pas chercher un nouvel emploi ce qui maintient un taux de chômage élevé.

Les déclarations du dirigeant du CNPF sont infâmes et cyniques. Infâmes parce que mensongères. Cyniques parce qu'elles marquent une accélération de l'offensive contre les (maigres) acquis des chômeurs.



Il faut un sacré aplomb pour rendre les travailleurs responsables du maintien d'un chômage élevé : la véritable cause en est l'incapacité fondamentale du système capitaliste d'assurer une croissance régulière de l'économie et le plein emploi ; depuis 1974, la sous-utilisation des capacités de production s'est accentuée dans tous les pays capitalistes et il en sera de même pendant longtemps encore.

Et en France, il faut être d'une singulière mauvaise foi pour ne pas constater la volonté délibérée du patronat de ne pas créer d'emploi ; d'abord parce qu'il préfère investir aux USA pour des raisons de profit et de sécurité politique (ainsi Michelin qui crée sa 3<sup>e</sup> unité nord-américaine en Caroline du Sud pour la bagatelle de 300 millions de dollars) et surtout parce que « les entreprises veulent garder la ligne » comme le dit poétiquement le Nouvel Economiste, ce qui est la meilleure preuve du manque de confiance des PDG dans la vigueur de la reprise : ces messieurs encravatés savent qu'ils se heurteront à une classe ouvrière très « accrocheuse » si ils veulent pratiquer les licenciements massifs ; alors il embauchent peu et multiplient les heures supplémentaires et le recours systématique au travail intérimaire. Et le chômage reste massif.

Mais imaginez, gémit Ceyrac :

les 90 % nous ont coûté 116 millions de francs en avril dernier. Nous n'en pouvons plus !

Renfonçons le clou, une fois de plus : seuls 13 % des chômeurs officiels recourent les fameux 90 %. 16 % n'ont que 335 frs au titre de l'aide publique, 12 % n'ont que 35 % de leur salaire, 18 % n'ont que 40,25 % et près de 40 % des chômeurs ne reçoivent rien ! Voilà les faits.

Et les 90 % ne sont pas un cadeau : ils ont été arrachés par les travailleurs à un patronat qui craignait qu'une élévation massive du chômage sans un minimum de compensation ne déclenche une explosion sociale ; l'explosion sociale n'a pas eu lieu et dans les conseils d'administration, les estomacs ne sont dénoués... Et le patronat remet en cause ce qu'il avait du concéder.

Il s'agit en effet sous des arguments d'apparence économique d'arracher aux travailleurs un acquis ; car le patronat ne connaît que la loi du rapport de forces. Il a peu, il lâche, il est rassuré, il veut reprendre.

Mais, il n'y a aucune raison pour que les travailleurs se rangent aux raisonnements des fauteurs de chômage. Ils ont droit à l'emploi et ce n'est pas de leur faute si on ne leur en donne pas.

Ils ont arraché les 90 %. Ils n'ont aucune raison de les rendre. Joseph Cabrol

### CHANTAGE AUX 90%

Écoutons les travailleurs de la CIP : « Bien des gens pensent encore que les chômeurs en 1976 après avoir été licenciés pour cause économique ne sont pas à plaindre, puisqu'ils touchent, durant une année, les 90% de leur salaire.

Il faut savoir que les 90% sont calculés sur les trois derniers mois de salaires, aucune revalorisation n'est prévue malgré l'augmentation constante du coût de la vie et que chaque cas est revu individuellement tous les trois mois.

Prenons le cas de la CIP. La Commission paritaire de l'ASSEDIC vient de nous supprimer les 90% au bout de 6 mois alors que le règlement de l'ASSEDIC prévoit que les 90% sont accordés aux travailleurs qui cherchent un emploi ou qui suivent un stage de formation professionnelle.

Ne cherchons-nous pas ensemble un emploi à la CIP ?

Par des démarches auprès des pouvoirs publics, par le maintien en état de marche depuis un an de l'entreprise, ne suit-on pas un stage de formation dans l'entreprise ? »

Ce genre d'utilisation-chantage des 90% n'est pas nouvelle : un délégué CGT d'idéal-Sandard d'Aulnay s'est vu retiré son droit aux 90% et lui seul ; le même cas s'était produit à Piron Bretoncelle. Et des tracasseries en ce sens ont eu lieu à Giffret.

## FEMMES : LUTTER DANS L'ENTREPRISE (2)



### LA RADICALISATION DES TRAVAILLEUSES

Nous continuons aujourd'hui la publication d'extraits du texte discuté à la conférence nationale femmes de la LCR.

Elle diffère selon les secteurs où travaillent les femmes.

Sur les chaînes, par exemple, la radicalisation se fait d'abord à partir des problèmes concrets de conditions de travail, de salaires. Au dernier congrès de la métallurgie (où les femmes représentent 2/3 des OS), les interventions étaient axées autour des conditions de travail, des salaires (dans beaucoup d'entreprises les femmes avaient encore des salaires inférieurs à 1 500 francs pour plus de 43 heures de travail). Quelques exemples donnés au congrès d'avril 1976 :

- 1 400 F par mois pour 173 heures à Siléo-Tours. En 2 ans, 0,25 francs d'augmentation ;

- 1 380 F et plus de 40 heures par semaine à Paris Rhone ;

Dans beaucoup de boîtes de la métallurgie, les femmes sont chronométrées pour aller aux WC. Les femmes n'osent pas s'absenter. Humiliation des chefs par rapport aux femmes : dans une usine de l'automobile, une femme demande un bon de sortie pour aller à l'infirmerie, le chef ouvre son tiroir et lui donne une serviette hygiénique, en lui disant que cela lui évitera de perdre du temps.

Les statistiques montrent et les femmes l'ont dénoncé au congrès que, beaucoup d'enfants naissent anormaux ou mal formés à cause des cadences et des pénibles conditions de travail de la mère.

Dans les concentrations d'employées et surtout pour les petites catégories (dactylos, secrétaires, perfos, télex), les conditions de travail sont parfois similaires (cadences, salaires) aux conditions sur chaîne mais les femmes y sont en général moins combattives. Le taux de syndicalisation parmi ces travailleuses est très faible et parmi les syndiquées, il y a peu de militantes. La radicalisation semble se faire sur d'autres terrains que le terrain économique.

Parmi les autres catégories, techniciennes ou cadres le problème de l'oppression spécifique est davantage ressenti et il existe parfois une certaine conscience féministe (souvent liée à l'éducation reçue, à l'origine sociale).

Chez les travailleuses de la fonction publique, on peut observer le même type de différenciation. D'une part les cadres dont la radicalisation est essentiellement idéologique



Devant l'usine Grandin à Montreuil

(elles connaissent le mouvement autonome des femmes, elles critiquent le rôle dévolu aux femmes dans la société). D'autre part, les dactylos, les perfos, par exemple sont beaucoup plus sensibles au problème des conditions de travail.

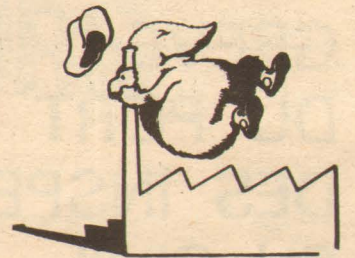
Entre les deux, les secrétaires, les infirmières qui occupent des emplois considérés comme « typiquement féminins », ont en général du mal à trouver leur place dans la lutte de classe et sont souvent peu combattives ou radicalisées, mais lorsque une prise de conscience a lieu parmi ces couches, elle se fait souvent de façon très violente et cherche à mettre radicalement en cause les rapports professionnels, hiérarchiques, la place et la fonction dans l'entreprise.

On peut remarquer que l'âge est également un facteur de différenciation dans la radicalisation des

femmes. Au sein de la CGT, par exemple, pour les femmes jeunes il paraît important de mener des campagnes ou des débats sur la contraception. L'avortement. Les crèches, et même le viol, domaine dans lesquels le syndicat est le plus souvent carent. Par contre si la retraite à 55 ans les sensibilise moins que des femmes plus âgées, celles-ci seont parfois plus disponibles (les enfants étant élevés, etc) pour des mobilisations. Le fait d'être mariée ou non et d'avoir des enfants ou pas sont aussi des facteurs de radicalisation différenciée.

Ces cadres généraux de compréhension de la radicalisation des femmes dans l'entreprise doivent, bien entendu, être précisés et approfondis. Il faut tenir compte par exemple des traditions de lutte et des formes d'organisation existant dans l'entreprise concernée.

## en lutte



Aujourd'hui et demain Fougères, carrefour des luttes.

● A l'appel de la CGT et de la CFDT de Fougères, aura lieu vendredi 2 et samedi 3, un carrefour des luttes dans cette ville « où l'ensemble des entreprises qui se battent actuellement sur l'emploi pourront discuter et échanger des idées sur les problèmes rencontrés ». On prévoit la participation de Lip, Griffet etc...

Il s'agit également de relancer la sensibilisation des travailleurs fougérois : « les journées des 2 et 3 juillet seront placées sous le signe de l'amitié et de la détente, tout en permettant à la population fougéroise de mieux connaître la réalité cachée de la relance économique ».

Au cours de ces deux journées, les entreprises en lutte vendront leurs produits (chemises, chaussures) à l'entreprise Réo.

Événement important donc, car comme le déclare le tract commun CGT-CFDT, « ces rencontres doivent permettre aussi de coordonner et unifier les luttes (plus de 200 entreprises sont occupées actuellement en France) ».

Correspondant Fougères

### Nantes

● Un patron dont 4 ouvriers étaient morts par suite d'émanations de gaz mortels en septembre 74 a été relaxé par le tribunal alors que le procureur avait estimé que cet accident aurait pu être prévu et évité et avait demandé une peine de prison. C'est l'entreprise, une fabrique d'engrais filiale de Rhône-Poulenc et de Kuhlman qui paiera l'amende.

d'après AFP

### Reims, meeting de solidarité avec les travailleurs immigrés.

● Le vendredi 25, une centaine de personnes ont participé à un meeting contre les expulsions arbitraires et les chantages et pressions qui s'exercent contre les travailleurs immigrés. Cette réunion était appelée par l'ensemble des organisations de gauche à Reims. Il y eut en particulier une intervention des travailleurs immigrés licenciés de Jams (Mourmelon) menacés d'être, le 30 juin, expulsés de leur foyer.

L'orateur du PC s'étant vu questionné sur les perspectives concrètes de lutte qu'il proposait, a pris la mouche et a quitté la salle ainsi que ses partisans. Mais voyant que pour une bonne partie de la salle le meeting n'était pas terminé, certains d'entre eux se chargèrent de vider la salle de la Bourse dans le style « gros bras » et avec menaces de cassage de gueule. Et pourtant la Bourse du travail appartient à tous les travailleurs !

Correspondant

### Valsuani, Paris 14<sup>e</sup>.

● Cette entreprise de fonderie d'art en est à sa huitième semaine de grève avec occupation. Le patron, non content de refuser toute satisfaction des revendications, menace les travailleurs de les faire expulser par le tribunal des référés. Le patron est soutenu par l'UIMM (groupe patronal de la métallurgie).

Soutenons les travailleurs. Les fonds peuvent être adressés à l'UL-CGT du 14<sup>e</sup>, 109 rue du Château 75 014 Paris.

La SOCAE est en grève depuis deux jours depuis le 30 juin à l'initiative de la CGT et de la CFDT. Il y a 230 licenciements sur un effectif de plus de 500 (soit environ 40 % des effectifs). Depuis deux jours, ils partent en piquet de grève volant systématiquement sur les chantiers pour faire débrayer les gars. Aujourd'hui une entrevue avec la direction est prévue. La SOCAE qui licencie à Bordeaux et ailleurs fait de très gros chantiers en Iran notamment.

Correspondant.



## PTT REPRESSION ET REPRESSION

14 h 30 avenue de Ségur à Paris. 300 postiers sont rassemblés devant le ministère. 3 des leurs passent actuellement devant le conseil de discipline. Ce qu'on leur reproche ? La tene, il y a plusieurs semaines d'une réunion-débat, au centre de tri Paris-Nord, en présence de Jean Kanapa du PCF. Ils sont venus section par section, en délégation, certes pas massives, mais tout de même, pour un premier juillet...

surtout quand les travailleurs entonnent « conseil de discipline : organe de répression, dissolution ! ».

Plus tard, des cars de gardes mobiles se rangent le long des trottoirs et un long cordon se déroule entre les travailleurs et le ministère. Soudain, ils avancent, quelques coups, quelques insultes... la réponse désormais classique des patrons et du pouvoir aux revendications des travailleurs.



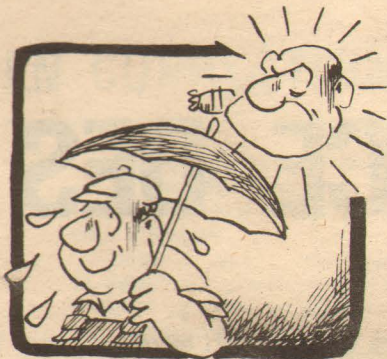
Ceux du Nord ou de l'Est ont parlé de débrayages mais en ce début de vacances avec l'afflux des travailleurs saisonniers, c'est délicat. Souvent sur les mêmes poitrines des badges CGT et PCF se mêlent.

Quand les travailleurs arrivent on leur apprend que le conseil a déjà commencé. On attend donc, aux cris de « liberté syndicale et politique à l'entreprise », « et à l'armée » ajoute la CFDT. « Liberté, programme commun », rétorquent les militants PC,

Des chaînes se forment, on résiste aux cris de « Ponia fasciste démission ! ». Tout se terminera par la lecture d'un communiqué commun PC-PS-PSU-CGT-CFDT et déclarations CGT et CFDT.

Correspondant.

La LCR soutenait cette manifestation, mais le PC a refusé un appel commun avec elle. Malgré cette exclusive contre l'extrême-gauche le PSU a signé ce communiqué.



## FAIT CHAUD !

### CANICULE ? RAS-LE-BOL !

- Les luttes se multiplient contre la dégradation des conditions de travail dues à la chaleur.
- La fédération de la métallurgie CGT avance des revendications sur les conséquences de la canicule.

Devant l'aggravation insupportable des conditions de travail due à la canicule, la fédération métallurgie CGT a publié un communiqué sur les luttes à engager sur ce terrain :

« La chaleur exceptionnelle aggravant encore plus les conditions de travail pour les entreprises de la métallurgie, la FTM demande

à toutes ses organisations d'être très attentives à cette situation, à présenter et à soutenir activement des revendications comme l'ont fait les travailleurs des chantiers de l'atlantique, de la SNIAS, de la Thomson, de CIT, Renault, Ericksson... »

Le communiqué se poursuit par l'énoncé des revendications à avan-

cer : « La FTM demande à toutes ses organisations de revendiquer entre autres :

- la réduction du temps de travail
- des temps de repos
- des arrêts de chaîne
- la possibilité de douches pendant le travail
- l'attribution de boissons fraîches
- l'aménagement de locaux, bureaux et ateliers... »

## Ford Bordeaux : la révolte des « fainéants »

Dans l'usine Ford de Bordeaux, c'est une véritable étuve. On tourne à 45° dans les ateliers. C'est l'enfer. Aucune climatisation n'est bien entendu prévue dans l'usine par le patron alors que les syndicats la réclament depuis trois ans. Pire : une deuxième usine (neuve) vient d'être construite de la même façon, sans aucune climatisation prévue.

Mais la combativité a monté en même temps que la température dans l'usine. Depuis une dizaine de jours, les débrayages se multiplient

dans différents ateliers. Tous jusqu'à présent ont été payés par la direction, qui sent la colère, et cherche à désamorcer le mouvement.

Lundi 28, quatre ateliers ont débrayé une heure, pour se rendre à la direction. Celle-ci a répondu : « si vous débrayez c'est que vous êtes des fainéants »... Les seules propositions qu'elle ait faites sont les suivantes :

- distribution de menthe fraîche dans les ateliers
- passage en équipe de nuit de ceux qui travaillent l'après-midi.

Cette dernière proposition mérite discussion, car s'il est vrai qu'en huit les conditions de travail seraient meilleures, il est non moins vrai que le rythme de vie serait perturbé. D'autre part en pratique le rythme de production en travaillant l'après-midi s'est considérablement ralenti, et le changement des horaires se traduirait par une remontée des cadences.

Hier la CGT et la CFDT ont appelé à débrayer une heure sur la chaleur avec les mots d'ordre : climatisation de l'usine, pose d'un ventilateur, une demi-heure de pose payée toutes des deux heures. Hier

une manifestation a eu lieu dans l'usine puis elle s'est rendue à la nouvelle usine, faisant ainsi la jonction avec l'ensemble des travailleurs. Une assemblée générale a eu lieu, suivie d'une visite dans les bureaux de la direction pour présenter les revendications. La direction a refusé de négocier. Si elle persiste les syndicats envisagent de baisser la production de 25%.

Correspondant

RATP : 300 machinistes (conducteurs de bus) sont en grève depuis mercredi midi au dépôt de Flandres afin de protester contre les difficiles conditions de travail dues à la chaleur. Les conducteurs entendent ainsi obtenir une heure de pause au milieu de leur journée de travail. Ils font valoir qu'ils sont exposés « pendant toute leur vacation à des températures allant jusqu'à 60° et plus à leur poste de conduite » (AFP).

La CGT écrit au Premier ministre, par la plume de Jacqueline Lambert, sur l'aggravation des conditions de travail due à l'actuelle vague de chaleur. AFP.

Après la condamnation de la coordination des luttes sur l'emploi par le BN de la CFDT

## LE PSU POSE LA QUESTION DES EXCLUSIVES DANS LA CFDT

Tribune Socialiste critique les responsables de la CFDT qui « n'ont d'autres arguments que la chasse à tout ce qu'ils ne contrôlent pas » et qui « ne font pas confiance à des structures syndicales de base »

Dans un article publié dans le dernier numéro de TS, Yves Sparfel relève les attaques réitérées du Bureau National de la CFDT après la réunion qui s'est tenue chez Lip le 6 juin : la circulaire du secteur action revendicative parue dans *Nouvelles CFDT* contre cette « coordination antisyndicale » et les déclarations d'Albert Mercier au cours d'une conférence de presse sur le même sujet.

Il ajoute, « l'union régionale CFDT Franche-Comté avait appuyé le rassemblement de Besançon. Avant de juger « antisyndicale » l'idée de coordination des luttes sur l'emploi, les responsables confédéraux auraient pu mieux s'informer, notamment en prenant contact avec la CFDT Lip de Besançon. Rappelons que la coordination mise en place à l'appel des sections CFDT-Lip et Griffet rassemble des

militants d'entreprises en grève ou en occupation pour la garantie de l'emploi, mandatés par leur structure de base (section syndicale, intersyndicale ou AG du personnel) (...).

La réunion de Besançon, par son caractère très souple, intersyndical et démocratique, mérite mieux que des mises en garde. Les travailleurs rassemblés ce jour-là avaient constaté le « vide » des initiatives confédérales.

En dénonçant ceux qui essaient de le combler, les responsables CFDT démontrent qu'ils tiennent à ce vide et surtout qu'ils n'ont d'autres arguments que la chasse à tout ce qu'ils ne contrôlent pas ; en un mot il ne font pas confiance à des structures syndicales de base ». Et Yves Sparfel conclut : « cette attitude de « direction assiégée » est une impasse politique ».

## Magasins réunis (Etoile)

### UNE FEMME NE DOIT PAS FAIRE LA GREVE

Huit jours de lutte. Une semaine après, la direction veut se venger en licenciant la déléguée CFDT.

Après la grève d'une semaine aux M.R.E., où les travailleurs ont montré leur combativité, le patronat utilise son arme favorite : la répression. Le 28 juin, une semaine après la grève, une déléguée CFDT est avertie de son licenciement. Déjà, en mars, parce qu'elle avait refusé de faire de la manutention, la direction la menace de licenciement. Motif : insultes au chef de rayon. Pendant quinze jours, on essaya de la briser moralement, de l'isoler.

Lors des élections des délégués du personnel, la direction et FO avaient appelé les travailleurs à rayer les noms sur les listes (sous-entendu : le sien). Elle obtint le plus de voix (70% des votants).

Aujourd'hui, on veut la licencier après avoir essayé de la frapper, parce que, une femme ne doit pas faire la grève, parce qu'elle une des employées des plus combattives. Aussitôt les travailleurs organisent la riposte : affichage sur tous les cas de répression après la grève, pétition, tract CFDT qui met en garde la direction en exigeant la levée immédiate de toutes les sanctions et l'arrêt des poursuites contre la déléguée CFDT (la CGT n'a pas voulu signer ce tract).

Les travailleurs devaient décider en AG de l'action à engager contre ce licenciement, ainsi que le contrôle collectif de leur paye, afin que les augmentations qu'ils ont obtenues par leur grève leur soient bien versées.

Correspondant 17ème.

## TRIBUNE des luttes

### Syndicat national CGT de l'INSEE

Communiqué

Depuis un an, la bourgeoisie intensifie son offensive contre les travailleurs. Il ne se passe plus de jours sans que la police ou les nerfis n'interviennent contre les travailleurs en lutte, les droits syndicaux sont bafoués, les syndicats et les militants sont traînés devant les tribunaux, des militants arrêtés et des perquisitions massives organisées à l'occasion du « complot » sur l'armée, des viticulteurs assassinés, des étudiants matraqués... Il est clair que la bourgeoisie pour faire face à la crise politique qui menace sa domination, est décidée à aller jusqu'au bout pour faire payer la crise aux travailleurs, pour s'opposer aux revendications, pour briser les justes luttes qu'ils sont amenés à développer.

Cette offensive vise maintenant très directement la Fonction Publique. Après avoir systématiquement tenté de restreindre les droits syndicaux, après avoir essayé par toutes sortes de pressions, de menaces de sanctions contre les militants et les personnels, après avoir tenté de s'opposer au développement de l'action des travailleurs de la Fonction Publique, la bourgeoisie et le gouvernement à son service veut maintenant aller plus loin. Des circulaires ministérielles, et des projets tant réglementaires que législatifs visent à restreindre considérablement le droit de grève des fonctionnaires, à limiter leur droit d'expression. Cela en s'appuyant sur une campagne de dénigrement systématique des fonctionnaires, présentés comme responsables des difficultés actuelles. L'objectif est clair : il s'agit pour la bourgeoisie de s'assurer la fidélité sans faille de son appareil d'état qui lui est plus que jamais indispensable pour mettre en œuvre sa politique de crise contre les travailleurs.

Les droits de grève, d'expression, d'organisation, ne sont pas des droits formels. Conquêtes des travailleurs, ils sont les garanties de pouvoir développer leurs luttes pour la satisfaction de leurs revendications, aujourd'hui comme demain.

La lutte pour les libertés syndicales et démocratiques, contre l'offensive de la bourgeoisie et de son gouvernement, revêt donc une importance essentielle dans la période actuelle, et nous riposterons fermement contre toute atteinte aux droits syndicaux, contre toute pression ou menace contre des agents pour leur participation à des actions revendicatives.

Nous apportons notre soutien aux autres travailleurs soumis à la répression aux licenciements arbitraires, aux coups de force de la police. En particulier, nous appelons le personnel de l'INSEE à contenir les luttes des travailleurs de Bourgogne-Electronique, où 23 militants et délégués CGT et CFDT ont été licenciés pour leur participation à une grève, des résidents de la SONACOTRA dont 16 travailleurs immigrés ont été expulsés après une intervention policière sans précédent, pour leur participation à une grève des loyers, et des travailleurs des Cables de Lyon à Clichy où 3 délégués CGT sont menacés de licenciement après une longue grève.

le 28 juin 1976



## LA VIOLENCE DES VIOLEURS

Le viol, la violence contre les femmes, des « idées » de bonnes femmes !

A voir... Nos rêves, nos terreurs ont une étrange saveur de réalité :

**Carpentras** : un père, C. Lurmin, 45 ans, condamné à cinq ans de prison, avec sursis, par la cour d'assise du Vaucluse. Il est accusé du viol de sa propre fille âgée de 14 ans.

**Sète** : le 30 juin, la sûreté de Sète arrête cinq jeunes garçons, tous mineurs, qui ont violé samedi après midi une jeune fille de 14 ans. Trois parmi eux sont inculpés de viol, attentat à la pudeur, et violence.

**Digne** : le 30 juin, le corps d'une jeune fille de

quinze ans est découvert mardi soir, dans la forêt de Ganagobie, la tête et les mains coupées, le corps à demi calciné.

**Beauvais** : le 29 juin, un jeune de vingt ans prend en stop deux auto-stoppeuses, Michèle et Marie-France Abbecassis, qui venaient de rater leur train à Dieppe, il les fait descendre en plein champ du côté de Beauvais et tire sur elles à coups de carabine. Michèle est tuée, Marie-France, blessée, réussit à s'enfuir. L'AFP communique : « le meurtrier, Joël Leroy, a été déféré au parquet de Beauvais où il est entendu par le juge d'instruction Mme Trochain. Selon les enquêteurs, Joël Leroy était connu dans la région de Forges les Eaux pour être un dingue de la gachette. Dernièrement, il

avait eu une déception sentimentale, sa fiancée l'avait quitté.

Une joyeuse façon de reconnaître la liberté des femmes à vivre avec qui elles le veulent en se vengeant sur d'autres femmes.

A part ça, la violence contre les femmes n'existe pas ?!

La liste sera longue et la lutte ne fait vraiment que de commencer. Seul le développement du Mouvement des Femmes fera que chaque homme ne sera plus un violeur en puissance. Le chemin de cette longue lutte sera long et difficile si nous ne nous en donnons pas les moyens.

VANDALE.

(Suite de la page 1)

Alors, l'un des témoins : « Si ça c'était un viol, alors, chaque fois qu'un homme couche avec sa femme et qu'elle ne veut pas, c'est aussi un viol !. Oui ! Il faut le dire très fort : parce que, pour beaucoup de garçons, viol veut dire nécessairement violences physiques.

La soirée se termine, on rentre chez soi sans problème, tout au plus le souvenir d'une drague un peu poussée, du moins pour les témoins. Ils ont vécu ça de loin, comme souvent : pas concernés.

Le lendemain, Myriam va chez les gendarmes et porte plainte. Parmi les trois violeurs, il y a un dénommé Garabédian, et celui-là, les gendarmes l'ont dans le colimateur. Il y a trois semaines, il portait plainte contre les gendarmes de St Cyr pour les sévices qu'ils lui auraient infligés. Garabédian, bagarreux, casseur, brutal avec les filles, est « un personnage peu reluisant », nous a-t-on dit sur le port. Mais surtout, pour les gendarmes, une belle aubaine, et on embarque tout le monde, dix personnes en tout : jeunes, travailleurs, musiciens, chômeurs... A priori, tous coupables ! La presse spécialisée s'empare de l'affaire (*France-soir*, *Le Parisien libéré*, *le Méridional*). Dans le style : voyez le personnage, c'est une crapule qui accusait nos valeureux pandores. Les autres ne doivent pas valoir mieux : qui se ressemble s'assemble. Le viol sera naturellement à la une, filles nues, courses à travers la pinède, violence : ça fait vendre.

### Une campagne

Un beau feuilleton, on ne parle pas de la fille, elle est l'objet du délit... Mais la campagne autour de l'affaire est une campagne anti-jeunes, tout entière orientée vers la justification des méthodes des flics : « ils n'ont eu que ce qu'ils méritaient », certains même, renchérissement : « ce n'est pas assez » ! Du reste, on ne soufflera pas mot : la nuit, le petit matin de cette fille qui refuse ce qui s'est passé, qui a besoin d'une sanction à laquelle accrocher sa condition de femme violée ; l'attitude de ces violeurs qui n'ont pas besoin de donner des coups parce qu'ils ont tout le système social d'oppression légalisée avec eux ; on reste entièrement dans les poncifs mâles et le machisme gendarmes-violeurs. Les inculpés disent que le « viol » n'a pas été violent, qu'il a été fait de pressions morales, psychologiques, pour quel délit seront-ils donc jugés ? Cela est très important parce qu'on touche là à l'attitude quasi générale des hommes vis-à-vis des femmes.

A la fin de la discussion avec l'un des témoins inculpés, je lui ai demandé s'il avait un avocat. « Non, j'ai pas de fric, j'en ai un commis d'office ». Le patron parisien qui a violé son employée est libre, le fiancé de sa victime qui l'a frappé est en prison.

Correspondant Marseilla

## DEBAT SUR LE VIOL

Après les 10 heures à la Mutualité, nous avons appelé à un débat sur le viol, et sur le bilan. Ce débat en ouvre en fait deux : quelle analyse du viol ?

A quelle étape sommes nous de la construction du mouvement des femmes ? L'est impossible de toute les publier aujourd'hui, ni d'y répondre par manque de place. Nous ne

sommes (heureusement) pas d'accord avec tout ce qui est dit. Nous répondrons lundi. Ecrivez encore encore encore.....

### « Tu as toujours été le lapin et lui le chasseur »

L'approche du viol réel ne peut être abordée sans parler de toutes les agressions sexuelles, verbales ou physiques qui nous rendent les rapports humains si pesants. Essayons simplement de disséquer toutes les agressions que subit une femme sur le trajet entre sa maison et son travail, donc le plus souvent de jour, mon trajet, ton trajet peut-être. D'abord la marche, si tu as l'air de marcher lentement tu dois chercher l'aventure, tu es sûrement une de ces salopes dont « Spécial Dernière » ou « Détective » sont friands : « Elle était la maîtresse des deux frères » (et qu'est ce que cela peut bien leur foutre ?) ou « elle était payée pour essayer les hommes ». Donc presse le pas ma fille, sinon ils ont le droit de t'aborder, n'ait jamais l'air de flâner, la chasse est ouverte. Et surtout baisse les yeux, si tu as le malheur en croisant un mâle. Il a bien évidemment le droit de t'adresser la parole. « elle m'a provoqué ». Dans le métro ou le bus, il y a vraiment des jours d'affluence où l'on voudrait être en armure. Moi qui ne porte pas de soutien-gorge, par liberté et par commodité, je suis la pire des salopes, c'est sûr, je cherche à me faire peloter, à provoquer à attirer les regards, et si tu oses te rebiffer

les bourgeoises bien réac se disent entre elles, car tu n'es pas de leur sexe à ce moment-là « c'est une aguicheuse, comment peut-on se balader comme ça, encore une vicieuse ». Et oui, mères la pudeur vivement l'auto-défense des femmes mais sans vous !

Ne pas lever les yeux de ton livre ou de ton journal car sitôt un regard t'accroche, et suivent les clins d'œil, les regards gloutons, les lèvres qui invitent par des gestes obscènes. Irrésistible et pittoresque comme aventure, non ? Et dix fois par jour, tu m'aimes ? Nous en venons presque à reporter des soutien-gorges, à nous habiller comme des nonnes, à nous enlaidir, mais le problème n'est pas là, ce n'est pas ta gueule qui joue, laide ou chouette, grosse, petite, maigrichonne, ce n'est pas tant ton aspect, c'est ton sexe, tu as toujours été le lapin et lui le chasseur. Mais surtout il ne faut sortir de l'ordinaire, comme les auto-stoppeuses, les copines qui se promènent à vélo, pour éviter le métro peu-être, ou simplement le bon air frais de Paris, voient l'obscénité redoublée « alors salope, elle te fait du bien ta selle » (véridique).

Tout cela, c'est la vie d'agression, pour certaines d'entre nous, militantes, c'est aussi la rentrée le soir et les problèmes, femmes sans hommes, donc salope dans une rue hostile où les ménagères bien pensantes, sont derrière leur télé et où elles diront à leur boulangère, qu'après tout tu l'avais bien cherché, on ne provoque pas les hommes. Mais quelle est cette société ou rentrer chez soi, seule à 11 heures du soir d'un bon pas et en baissant les yeux, les bras serrés contre le corps, c'est provoquer ! Quelle est cette société où sur tous les murs on vend notre corps avec des clopes et du coca ? Et vous,

militants révolutionnaires, nos camarades de tous les jours, pourquoi nous traiter de trouillardes, quand nous avons peur de rentrer la nuit, et soutenir qu'il n'y a pas de quoi ? Et combien d'entre vous « matent » les filles dans la rue sans en être le moins du monde gênés lorsque nous vous disons que nous considérons cela comme une agression ?

Ces problèmes n'ont toujours pas été abordés à la Mutualité où le viol a plus été traité que toutes ces agressions quotidiennes et mille fois répétées sans jamais être sanctionnées. Alors si on parlait un peu d'auto-défense...

Catherine, militante de la LCR

**ELLE A ETE FIGEEE A LA MAIN... BIEN SUR !**

mais pour le ficelage de vos cartons, caisses et paquets ou pour le groupage d'articles divers, **SOFEA** propose la gamme de ses machines semi-automatiques dont les qualités de rendement et d'économies ne sont plus à démontrer !

**SOFEA**  
15, Avenue des Iles - 91420 MORANGIS  
Tél.: 909.68.68 (lignes groupées)

TRANSORMA  
ficelle vos colis en 2 secondes d'une manière indéchirable quels que soient les formats

publicité

**DECOUVERTE ET CULTURE.**

**LOISIRS.**

4 rue d'ALIGRE - 75012 - PARIS  
~ 344 12 50 ~

MEXIQUE

CALIFORNIE

PEROU



## TOUR DE FRANCE

# LA JOURNEE D'UN FORÇAT DU TOUR

Le soleil commence à causer des dégâts dans ce tour 1976. Avec les températures actuelles le peloton a de grandes chances de fondre comme en 1957 où par un temps caniculaire l'on constata 50 % d'abandon (64 sur 120 partants).

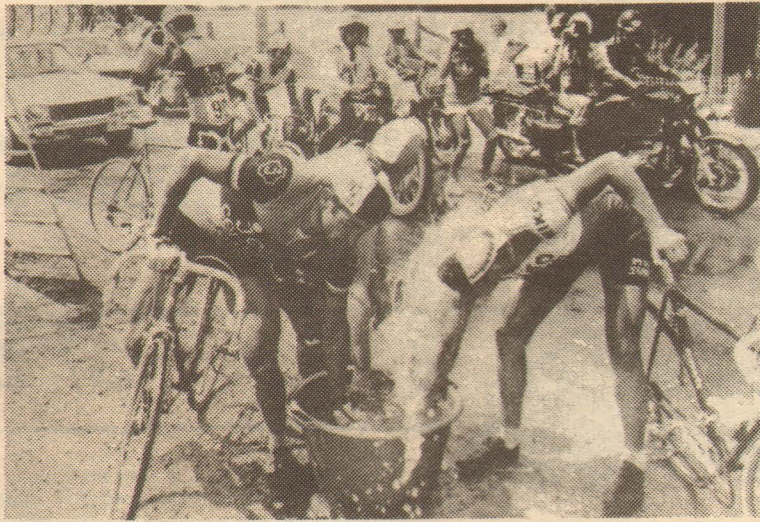
Il faut résister à la soif, éviter l'absorption inconsidérée de boissons cause de délabrement physique accéléré. Les plus aguerris ne résistent pas toujours à cette épreuve. Les dépressions nerveuses surviennent vite comme celle de Fausto Coppi en 1951 dans les chaleurs languedocienne où le « campionissimo » se gorgeant d'eau tout au long de l'étape avait accusé 33 minutes de retard sur le vainqueur et perdu toute chance de battre Hugo Koblet.

La chaleur c'est aussi pour les coureurs les complexes problèmes du régime alimentaire. Le régime riche en protéides (viande rouge) doit être remplacé par un régime à base de viande blanche et de légumes verts... en attendant les aliments liquides. Autre problème, la perte sidique qui demande d'éviter l'abus de l'eau minérale combattre la perte potassique par du sirop de potassium, combattre la production d'acide lactique... autant de phénomènes influant profondément sur l'influx nerveux, les insomnies, les troubles cardiaques...

La chaleur combinée à l'anxiété ou aux douleurs d'une blessure ou d'un furoncle cela donne l'insomnie. La hantise d'un coureur c'est de se lever « à plat » le lendemain. Un lever souvent très tôt. Prenons l'étape conçue pour la promotion des villes de Chaban Delmas : celle du 14 juillet. Départ à 6 heures 20 d'Auch pour Langon ; à 11h 50 le

peloton quittera cette localité en direction de Lacanau-Océan. A 15h 45 les coureurs repartiront à nouveau pour Bordeaux-Lac qu'ils atteindront aux environs de 17 h. C'est-à-dire onze heures de course pour traverser 3 villes qui cracheront dans l'escarcelle de la Société d'Exploitation du Tour de France. Si l'on compte en outre que, pour être en selle à 6h 20 les coureurs doivent faire leur toilette, boucler leurs bagages, déjeuner de manière robuste cela veut dire un lever à 4h 30 du matin. Le soir, toilette, soins, massages, diner, briefing d'équipe... ils ne seront pas au lit avant 22 heures. Ajoutons, en ce qui concerne cette étape, qu'elle se situe au sortir des Alpes et avant l'attaque du Massif Central et du Puy de Dôme. On comprendra aisément qu'à ce rythme les résistances les plus rudes soient laminées, que la plus petite défaillance pour un leader prenne des allures de catastrophes, qu'au bout de milliers de kilomètres des coureurs jetant leur vélo dans le fossé soient en proie à des crises de nerfs. La légende du Tour réclame des hommes qui durant 22 jours ne doivent pas être malades, ne doivent connaître aucune faiblesse, aucun « ras le bol ». Elle construit une morale du refoulement toute tournée vers la promotion du héros sans faille. Elle conduit aussi à la mort. Sur les pentes arides du Ventoux, deux fois Ton Simpson est tombé, deux fois on l'a relevé. A la troisième il a expiré sur le goudron fondant... Le tour, n'en déplaise aux Zitron de service pour nous, c'est Gérard Monneyron criant après une terrible étape de montage : « Ce sont des assassins ».

Frank Tenaille



## FRANCE-INTOX

Chaque jour à la place de votre ministre quotidien vous avez droit à un reportage sur les villes ouvertes par le tour de France. Y viennent maires et personnalités locales, dans l'idée de préparer, d'une certaine manière, les municipales. Regardez de près la dominante politique des villes étapes et vous verrez l'objet de cette information. Mercredi c'était Bastogne. Pas de personnalités locales réactionnaires à interviewer, qu'importe, on invite François Ceyrac, président du CNPF, qui vient prêcher le comportement national en matière économique. Alors que Poulidor et Thévenet, peinent sur la route, accrochent leur prestige au maillot jaune, on profite de l'occasion pour appeler à l'effort des français. Ceyrac déclare même « au retour des vacances il faudra retrousser vos manches car le second trimestre 1976 est très important ». Gageons que l'effort de Thévenet qui souffre d'une vertèbre cervicale sera suivi au même titre que notre héros Tabarly, c'est du moins ce que souhaite Ceyrac en parlant de « solidarité nationale ».

# A PIED, A CHEVAL ET EN CHARTER

Nous ouvrons avec cette série, notre rubrique « vacances ». Contribuons de toutes sortes, articles de fond, débats, témoignages, récits d'expériences, tout y sera bien venu. Nous comptons sur nos lecteurs pour que cette rubrique leur renvoie, deux mois durant, une image autre que celle du lézard endormi sur son coin de muraille...

En 36, pas de problème : les prolétaires partaient en vélo à la découverte d'un monde nouveau, campagnes, rivières, plages ; émerveillement absolu et révolution dans la sphère de la reproduction de la force de travail.

Aujourd'hui, l'aliénation et l'oppression capitalistes imprègnent totalement les vacances, les congés payés des travailleurs. Les vacances dont la voie royale est l'autoroute de l'Ouest et du Sud ne permettent plus de passer dans cette « autre dimension » du repos et du jeu que nous évoquions plus haut : mêmes embouteillages, mêmes CRS, mêmes bruits, même bouffe sans saveur, même entassements, mêmes rapports sociaux de rivalité agressive que dans le quotidien de l'exploitation et de l'oppression urbaine. On trouve là naturellement une manifestation éclatante de l'anarchie capitaliste : d'une part, en effet, cette institutionnalisation des vacances crée des « marchés » et un cadre d'expansion et de profit fantastiques pour certains secteurs du capital, mais d'autre part, apparaissent immédiatement des effets contradictoires : accélération de la désertification de certaines régions et surtout, pour en rester à ce qui nous préoccupe ici, crise de la « forme vacances » de la reproduction de la force de travail, ce qui est directement contradictoire à l'intérêt du capital d'avoir une force de travail en bon état de marche (pour ne pas parler évidemment, des intérêts des travailleurs eux-mêmes !).

Crise des vacances, donc. Les travailleurs ne s'y reposent guère, y retrouvent l'intégralité du système d'exploitation capitaliste, peint aux couleurs de pacotille du folklore touristique. Une première constatation qui constitue la toile de fond de certaines mutations actuelles dans le domaine des vacances. Mais avant d'aller plus avant, il faut préciser ceci : pour la majorité des travailleurs, des prolétaires, qui ne partent pas et restent dans leur HLM durant leur mois entier de congés payés, les vacances sont encore un droit à gagner : droit élémentaire de partir, voyager, connaître les travailleurs d'autres régions, d'autres pays, se familiariser avec d'autres formes de vie sociale, d'autres langages, d'autres rythmes d'existence, etc. A l'heure où les charters font le plein vers Bali et Colombo, il y a une réalité prosaïque de l'exploitation capitaliste que l'on a un peu tendance à oublier. Vacances sympas, vacances pas cons, vacances sauvages. Tout cela est bel et bien bon, mais demeure encore un rêve inaccessible pour l'immense majorité de la classe ouvrière. On peut arguer que, de toute façon, les vacances sont, par définition, une aliénation, le corollaire de l'exploitation au travail. Cela est vrai, naturellement, 11 mois de travail, un mois de désœuvrement, tout comme 45 ans de travail et sept ou dix ans de retraite en attendant la mort, c'est là une image totalement aliénée du rapport temps de travail-temps libre que le capitalisme a

formée à l'image de son anarchie et de son caractère fondamentalement irrationnel.

Mais ce n'est qu'une raison de plus pour se battre pour que les travailleurs puissent donner à leur « temps libre » une dimension aussi créative et culturellement enrichissante que possible. La sphère du temps libre, du loisir, comme on dit communément, est aussi enjeu de la lutte de classe. Le capitalisme propose et impose aux travailleurs un modèle de repos totalement inerte, passif, non créateur : dormir, bouffer, consommer, errer dans les espaces et un temps quadrillé d'avance, contrôlés, surveillés. La dimension du jeu, de l'improvisation, de l'inspiration personnelle ou collective des travailleurs est totalement absente de ce modèle de loisir. En fait, dans toutes les sphères de l'activité sociale, et celle-ci spécialement, le capital redoute les capacités créatrices autonomes de la classe exploitée, elle les brime et les étouffe au profit de ses modèles de conformité propre. Il s'acharne à reproduire, dans la sphère du loisir la séparation des travailleurs entre eux, à briser les formes de collectivités qui tendent à se reconstituer entre ceux dont l'existence exploitée et les intérêts fondamentaux sont semblables : songeons au terrain de camping familial, avec ses milliers de tentes alignées, ses milliers de « petites familles » séparées les unes des autres, rivales pour un bout de gazon ou un terrain de pétanque.

(à suivre)

## Examens

# Bonne prise

Celui que nous publions aujourd'hui a été posé au certificat d'étude de Brumath, en Alsace. Il nous a été envoyé par AL de Strasbourg qui a gagné un abonnement de vacances. Le plus drôle, c'est que c'est un sujet de « sciences »...

Questions à traiter par les candidates :

- 1) Comment choisissez-vous son emplacement ?
- 2) Dans quelle partie est située la source de froid ? pourquoi ?
- 3) où disposez-vous, et avec quelles précautions, les fromages frais, le poisson, les fruits crus ?
- 4) Que doit on faire pour le bon entretien de l'appareil ?

Questions à traiter par les candidats :

- 1) Citez quatre parties essentielles de la bicyclette.
- 2) Quelle est l'utilité du changement de vitesse ?
- 3) Quels sont les avantages de la bicyclette comme moyens de locomotion ?
- 4) Quelles sont les différences de cylindres entre cyclomoteur et vélomoteur ?
- 5) Comment pouvez-vous entretenir votre vélomoteur en bon état de marche ?

## GIA

Le Groupe Information Asile et son journal « Psychiatisés en lutte » s'insurgent contre l'emprisonnement de Bruno Eveillard (étudiant à Montpellier) et l'inculpation de Michel Sidobre (étudiant) et Fernand Olivier (enseignant) à la suite de la plainte déposée par le Dr. Savelli (directeur de l'UER de psychologie à Montpellier).

Emprisonner et inculper les camarades qui dénoncent l'assassinat d'Isabelle Le Ménach (morte étranglée par sa camisole de force) par le Père Fabre, directeur de l'Espéridou et le docteur Savelli, psychiatre de l'établissement, démontre une fois de plus que les autorités n'ont nullement l'intention de remettre en cause l'existence de telles institutions. Tout au contraire, le pouvoir fait la preuve qu'il n'acceptera tout au plus que de sanctionner un ou deux de ses agents si la pression populaire empêche l'étalement de l'affaire.

Or, le problème demeure celui de la répression exercée par la psychiatrie et la caution médicale et scientifique qu'elle donne aux institutions dépositaires où l'on parque les dits débilés. La classe dominante vise ainsi à éviter que soit discutées collectivement les causes de cette « débilite » (contrôles médicaux et conditions de travail durant la grossesse orientés vers la rentabilité et non le bien-être de la femme et l'enfant, accidents de travail et maladies professionnelles etc...). Par ces institutions, le pouvoir fait en sorte que tout rapport entre les travailleurs valides et invalides soit impossible et que soient aussi dissimulés les effets les plus marquants d'une roganisation capitaliste de la production et de la vie.

Nous exigeons :  
- la libération immédiate et inconditionnelle du camarade emprisonné  
- l'inculpation du Père Fabre pour homicide volontaire et du Dr Savelli pour complicité.  
- la publication des rapports et témoignages concernant l'Espéridou.  
Pour tout contact et soutien écrire à « Psychiatisés en lutte » BP n°60 75 721 PARIS cedex 15.  
Sur Montpellier : Comité de liaison et d'information 782 Louis Ravas Montpellier 34



Le capitalisme du deuxième âge a inventé les vacances dans les pays capitalistes développés. Les vacances sont porteuses des contradictions du capitalisme sous une forme assez paradoxale : d'une part, elles sont un des lieux privilégiés de la reproduction de la force de travail, indispensables au système à ce titre. Le système les institutionnalise donc, dans le temps et dans l'espace. C'est la condition de leur efficacité, c'est la garantie que ce « temps libre » concédé aux producteurs demeure contrôlable. Mais d'autre part, ce temps libre est, pour les producteurs, synonyme de rupture (épicurisme) avec la quotidienneté de l'oppression et de l'exploitation. Il est recherché et vécu par eux comme le passage dans une autre dimension, une autre forme de l'existence où, confusément, s'exprime leur aspiration à un monde nouveau, des rapports sociaux nouveaux. De la rencontre de ces deux éléments surgit une contradiction qui est porteuse de crise et de mutation de la « forme vacances » de la reproduction de la force de travail.



## JACK LONDON, MILITANT-ECRIVAIN



● London entre « Croc blanc » et « le Talon de fer » Lundi prochain : quatre inédits ● En 10 300 mots, soit 62 300 signes : comment je suis devenu socialiste », « ce que signifie la vie pour moi », « la philosophie de la vie chez l'écrivain », « le terrible et le tragique dans la fiction » En fin de publication... peut-être une surprise !

### 3/ Des inédits dans Rouge

A partir de lundi, et jusqu'à la fin juillet, Rouge créera l'événement ! Tout au moins dans l'édition.

Jamais traduit en français, les quatre textes de Jack London que nous publierons, paraîtront à l'automne prochain chez 10-18, dans deux volumes : yours for the revolution et profession : écrivain.

Rouge en offrira la primeur à ses lecteurs.

Le feuilleton littéraire ou politico-littéraire fut pendant longtemps une tradition de la classe ouvrière. On y publiait des romans à caractère social. On tentait ainsi de s'adresser, par le biais d'une expression simple, populaire, parfois simplifiée, aux masses les plus larges.

Les temps ont aujourd'hui changé : les grandes fresques sociales de la littérature « socialiste » se sont réduites à peu de chagrin ou en petites bandes dessinées grisâtres et sans fonction (L'Humanité publie encore, à raison de trois minuscules dessins - tout à fait pompiers - une adaptation d'un roman de Jack London : Les mutinés de l'Elseneur !).

Sans penser rétablir une vieille tradition ouvrière, ni proprement innover en la matière, nous espérons surtout faire de Rouge, pendant les vacances, un canard agréable à lire, distrayant. Ce qui ne signifie pas que tel n'est pas notre objectif le reste de l'année ! Mais ce qui démontre surtout que l'actualité, en baisse durant l'été, nous laisse la place pour ce type d'expériences. Pourquoi London, qui n'est tout de même pas un nouveau venu sur la place ? Pourquoi pas choisir un romancier contemporain ? Rassurez-vous, ce choix n'est pas l'expression d'une ligne consciemment élaborée. Elle n'implique pas que demain, nous ne publierons pas un roman de SF ou des nouvelles, ou encore des poèmes...

L'opportunité de l'actualité poussait à choisir Jack London dont on célèbre cette année le centenaire de la mort.

Le hasard d'une discussion avec les attachés de presse de 10-18 a fait le reste.

Les vacances enfin sont propices à la lecture : on vous voit déjà à la plage, à la campagne, à la montagne, accablés par la chaleur de l'été, lire avec passion les quatre inédits de London, et saliver en attendant le numéro suivant... autant de raisons qui « justifient » le passage dans Rouge d'essais qui ont pour titres : Comment je suis devenu socialiste ? ; Ce que la vie signifie pour moi ? ; Le terrible et le tragique dans la fiction ; La philosophie de la vie chez l'écrivain. Quatre textes qui sont en quelque sorte un auto-portrait de Jack London. L'auteur s'y explique, y explique en détail sa prise de conscience, apporte un témoignage très vivant sur l'Amérique du début du siècle. Quatre documents qui éclairent toute son oeuvre, dans ses grandeurs comme dans ses faiblesses : la force de ses descriptions, la puissance de son imagination mais aussi le langage qui parfois étouffe le récit. On y découvre encore la multiplicité de ses préoccupations, le précurseur qu'il fut dans certains domaines ( cf; Le terrible et le tragique dans la fiction ).

Est ici révélé le formidable mécanisme qui anime l'ensemble des nouvelles et des romans de London : la propre descente en enfer de l'auteur et l'analyse magistrale qu'il en fit. Quatre textes qui totalisent « très exactement 10 300 mots » ( comme aurait dit l'écrivain ) ou plus exactement 62 300 signes.

Désormais on ne pourra plus lire London sans avoir pris connaissance de ces pièces de premier plan qui, à partir de lundi, se succéderont dans nos colonnes.



Vimarinet 76

**PETITE  
BIBLIOGRAPHIE  
COMMENTEE**

10/18 a entrepris depuis quelque temps déjà de rééditer London. A ce jour, vingt-quatre volumes ont été publiés.

Que ce soit avec *Les vagabonds du rail* qui livre une remarquable description de l'« armée » des affamés qui marchent sur Washington ou encore avec la ruée sur le klondike des chercheurs d'or (*L'appel de la forêt*, *Le fils du loup* ou *L'amour de la vie*), le capitalisme US se construit sous nos yeux. *Martin Eden*, lui, constitue l'autobiographie romancée et bouleversante de l'auteur, et se veut une dénonciation de l'individualisme. On peut sans doute aussi mesurer l'évolution politique de l'écrivain en comparant *Le talon de fer* ou *Radieuse aurore* à *La vallée de la lune* qui effectue un retour aux sources du socialisme du début du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais London ne s'est pas limité à la description de luttes cyclopéennes dans lesquelles l'humain est écrasé. Il est aussi un écrivain où affleure sans cesse sa profonde humanité,

tant envers les hommes qu'envers les animaux (*Croc-blanc*, *Le cabaret de la dernière chance*). Humanité active qui déboucha non seulement sur ses activités militantes connues, mais aussi sur des campagnes contre les tortures des chiens, par exemple. Il est encore un écrivain du fantastique : *Avant Adam*, par exemple, ne constitue pas seulement une tentative de vulgarisation des thèses de Darwin sur l'évolution, mais une défense de l'hérédité des caractères ancestraux. *Histoire des siècles futurs*, *Le dieu tombé du ciel*, et *Le vagabond des étoiles* auraient-ils été inspirés par les gènes de ce père astrologue que Jack London ne réussit jamais à découvrir ?

Jack London a également été publié chez Hachette-jeunesse, au Livre de poche, chez Gallimard et en « Livres-club ».



## 5ème festival du court-métrage à Grenoble

### Le fric ne règne pas en maître, mais...

DU 21 au 27 juin, s'est tenu à Grenoble le 5ème festival international du film de court-métrage et du film documentaire. Un sélection internationale, un panorama du cinéma français, c'est-à-dire 93 films présentés par 24 pays, sans compter la vingtaine de films des 3èmes rencontres internationales des films d'étudiants, plus les séances de 23 heures à 2 heures du matin où l'on peut voir les films non programmés dans le cadre du festival... Bref, une programmation sans interruption de 10 heures sur 2 heures du matin ! De quoi calmer toutes les boulimies de cinéma !

Et pourtant... Beaucoup de spectateurs sont déçus après la fin du marathon. On nous avait pourtant prévenu : « Cette année il n'y aura pas de grands films, mais une moyenne de bonne qualité ». En fait, nous avons vu une multitude de documentaires, très peu de films de fiction ou d'animation.

Documentaires sur tous les pays du monde, documentaires sur le sous-développement, sur la sécheresse au Sahel, sur le sort des paysans colombiens, sur le phénomène concentrationnaire, sur le bilan du socialisme hongrois, sur la vie dans les prisons américaines, etc et puis, plus proche de nous, sur les paludiers bretons, sur l'exploitation des jeunes travailleurs français, sur la vie dans un CET.

#### Des films ancrés dans une pratique sociale et politique

De cette avalanche de pellicule, que retenir ? La plupart des films présentés se voulaient dénonciateurs de tous les régimes où règnent la dictature (Iran, Chili), de toutes les formes d'exploitation. Le jury, rendant son verdict, a réaffirmé cette orientation. Il a tenu à primer des films s'ancrant dans une pratique sociale et politique. Il a par ailleurs regretté le manque de films retraçant des luttes en France et dans le monde.

Grenoble ce n'est pas Cannes, et la ville plongée dans la canicule prête peu d'attention à cette manifestation qui se déroule pendant six jours à la maison de la culture.

Le public est surtout composé de professionnels : réalisateurs, critiques de cinéma, représentants des maisons de distribution, auxquels se joignent les cinéphiles de la ville.

Ici le fric ne règne pas en maître. Le festival est à la portée de (presque) toutes les bourses : un forfait de 30 francs, pour les six jours, 6 Frs par séance. Y'a pas de quoi se plaindre !

Mais le documentaire souffre aujourd'hui de sa mauvaise qualité. Il y a un nouveau langage à trouver qui permette de convaincre le spectateur. A ce festival ont été dénotés le manque de moyens, la misère du cinéma français, mais aussi la télé qui pousse les spectateurs à la facilité et à la médiocrité.

Dans cette multitude de documentaires, combien ont eu la force des deux films présentés sur le Chili, l'un chilien, l'autre cubain : *La Bataille du Chili - Coup d'état* et un autre présenté par la RDA « Une minute d'obscurité ne vous aveugle pas ? » Aujourd'hui nous avons peu d'images venues du Chili sous la botte de Pinochet et celles ramenées en 75 par les cameramen de la RDA sont particulièrement précieuses. Le peuple chilien commence à relever la tête : des femmes, des ouvriers expliquent à visage découvert les arrestations, les tortures, la hausse des prix, les conditions de travail.

Ici nous sommes loin de l'humanisme et de la bonne conscience, d'une grande partie des films présentés.

#### Les femmes absentes

On peut aussi parler de **Campeños**, film colombien montrant la lutte des indigènes et des paysans colombiens pour leurs terres, de 1920 à 1930, du film français *Etre jeune et*

travailler qui, par des interviews d'une dizaine de jeunes travailleurs et travailleuses dresse un constat accablant de la condition ouvrière en 1976. Une belle illustration de la « nouvelle société » à Giscard !

Autre bilan celui du socialisme à la hongroise avec *La Hongrie, vers quel socialisme ?* de Claude Weisz et Eva November. C'est précis, concret, et ce socialisme dégénéré nous donne le vertige.

De grandes absentes dans ce festival : les femmes. Deux films sur l'avortement, un sur la prostitution aux Etats-Unis, mais rien sur l'oppression quotidienne des femmes, leurs luttes, leurs espoirs. Par contre la femme-objet, soumise, passive est toujours mise-en-scène par quelques réalisateurs mâles.

Jusqu'à présent le festival s'est toujours tenu à Grenoble. L'an prochain il n'y en aura pas. La mairie PS affirme qu'elle ne peut plus supporter une telle charge financière chaque année. L'UD-CGT de l'Isère et les différents syndicats du spectacle ont protesté, mais le festival ne reviendra plus à Grenoble qu'une année sur deux.

Correspondant

P.S : le jury a accordé un prix au film *Les apprentis se réveillent* de Laurent Chevalier. Film montrant les conditions de vie, de travail et de lutte au CET. C'est un film à utiliser. Le secteur CET de la LCR en possède une copie.

## Dans l'objectif

### LYON

Nouveau programme au Cinématographe ce week-end avec *Rosemary's baby*, *Bananas*, *American graffiti*.

### MARSEILLE

La quinzaine du grain de sel persévère dans l'éclatement ; vendredi à 18h, le film *Juqu'au bout* à 20h « Bonne chance la France » et à 22h

un concert de Imago. Samedi « Attica » à 14h, des animations enfants à 15h30, le film

« Tu disais Valéry » et ensuite Beltrame, bal nocturne avec des groupes de musiciens locaux. Dimanche sera une journée anti-raciste avec El Halaka et le groupe musical de Bassens à 18h, puis le film

*Nationalité immigrée* à 20h, enfin théâtre avec la troupe Zet le Mini-théâtre.

### AUBERVILLIERS

Tout le week-end au Studio du Théâtre de la Commune alterneront *L'homme qui voulait être roi*, *Parfum de Femme*, *Comment Yukong déplaça les montagnes*

### PARIS

Le vendredi 2 juillet, le programme de la Canaille à 21h, 4 rue Crillon, 278 09 71, commence avec Pierre Dieghi le chanteur corse, il y a aussi des textes de Jacques Gruson.

## ON DEMANDE SOUSCRIPTEURS

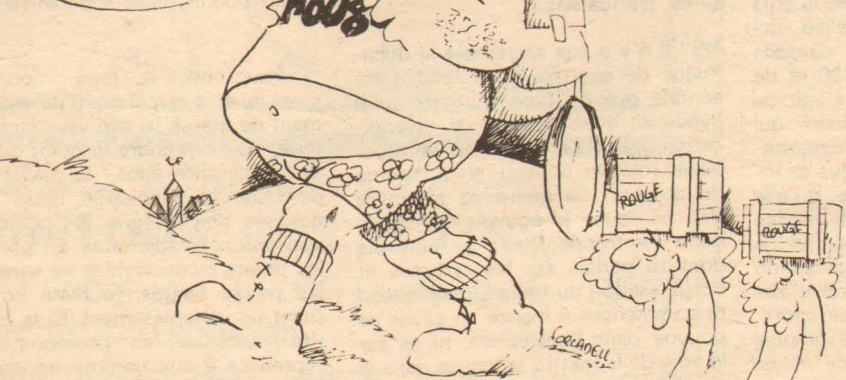
S'adresser à Melle Chenot

2 rue Richard Lenoir

93 100 MONTREUIL

LE PDG DE ROUGE LIT LE JOURNAL PENDANT SES CONGÉS PAYÉS

S'ILS RATTENT LA PROVINCE... JE VIRE TOUT LE MONDE!



## ET LA SOUSCRIPTION ?

ANCIEN TOTAL		256 230,00
Militant CGT Le Mans	300,00	
EP Sarcelles	100,00	
Comité rouge Sarlat	300,00	
FB Vitry Sur Seine	200,00	
FR Paris	40,00	
DB Paris	500,00	
Sympathisant Vanves	100,00	
DM Paris 1	1 200,00	
GT et cercle PP PTT	350,00	
CR Sorbonne	200,00	
PLM PTT	550,00	
SNCF Gare de Lyon	1 000,00	
Militant LO Gare de Lyon	35,00	
CR 1 2 3 4	20,00	
Ouvrier boulanger Perpignan	300,00	
Enseignant Perpignan	200,00	
Sympathisante CET Genevilliers	50,00	
Un bidasse et sa copine	30,00	
G let L Maisons-Alfort	200,00	
<b>NOUVEAU TOTAL</b>		<b>261 905,00</b>

## BULLETIN D'ABONNEMENT

A découper ou recopier et à renvoyer à l'adresse suivante : JOURNAL ROUGE « SERVICES ABONNEMENT » 2 RUE RICHARD LENOIR A MONTREUIL 93 100

NOM	PRENOM	N°
RUE		
VILLE	CODE POSTAL	
TARIF ABONNEMENT NORMAL (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	COLLECTIVITES ETRANGER
3 MOIS	80 F	130 F
6 MOIS	150 F	250 F
1 AN	300 F	500 F

TARIF ABONNEMENT VACANCES (encadrer la mention utile)		
	FRANCE	ETRANGER
15 JOURS	20 F	33 F
1 MOIS	40 F	65 F
2 MOIS	60 F	100 F

(Avion et pli fermé, écrire au journal)  
**POUR LES ABONNEMENTS VACANCES, SI VOUS ETES DEJA ABONNES, INDIQUER LE NUMERO FIGURANT SUR LA BANDE D'ENVOI OU JOINDRE CELLE-CI (STRICTEMENT INDISPENSABLE)**  
 N° DE LA BANDE D'ENVOI  
 Compter un délai de 8 jours pour obtenir un abonnement ou un changement d'adresse.  
**LES CHEQUES D'ABONNEMENTS SONT A L'ORDRE DE DANIEL BENSARD.**





## ESPAGNE : LES COMMISSIONS OUVRIERES A COEUR OUVERT

entretien avec Nicolas Sartorius

### « La tradition des Conseils d'usines des années 19/20 »

Suite de la page 1

R. J'ai lu ton livre et tes articles, notamment le dernier dans la revue *Zona abierta*. Ton analyse du syndicat de type nouveau comme « synthèse unitaire » en opposition non seulement à la conception de « courroie de transmission », mais aussi à une structure syndicale d'adhérents me semble discutable. Elle prétend dépasser la division de la lutte entre terrain économique et terrain politique. Ce qui est juste. Mais là n'est pas à notre avis ce qui justifie l'existence d'un syndicat. Un syndicat en tant qu'organisation permanente représente et exprime le niveau de conscience d'une couche de travailleurs qui éprouve le besoin pour lutter contre l'exploitation de s'organiser en permanence, par-delà les flux et reflux de la lutte de classe. On pourrait pour illustrer prendre l'exemple du Portugal où se sont développées simultanément la construction de l'Intersyndicale (comme syndicat affiliatif) et la multiplication des commissions de travailleurs dans le cours de la lutte pour l'épuration, le contrôle des livres de compte, etc.. Mais après le 25 novembre, dans le cadre du reflux, la plupart des commissions ouvrières se sont réduites comme peau de chagrin alors que se maintenait le syndicat comme cadre d'organisation et de débat. Donc, comment vois-tu la dialectique entre le syndicat avec ses structures permanentes, ses débats, ses congrès, et l'auto-organisation de la classe (assemblées souveraines, délégués élus...)?

NS : On vient de m'interdire une brochure « *Que sont les commissions ouvrières* » où j'explique rapidement que ce que tu dis est totalement correct. Le syndicat qui va se construire dans ce pays doit avoir des adhérents. Il doit avoir des structures permanentes, car le mouvement ouvrier connaît effectivement des flux et des reflux. Il serait donc désastreux que disparaisse toute différence entre affiliés et inorganisés. De notre point de vue, il est clair qu'il y aura une partie d'affiliés (de militants organisés en permanence).

#### Une synthèse unitaire entre mouvement et organisation

Mais ce que nous ne voulons pas, c'est que la ligne syndicale soit définie par les seuls adhérents. Aujourd'hui, en Europe, comme tu dois le savoir, seule une minorité de travailleurs est organisée dans les syndicats ; les autres, les syndicats ne les assument pas comme partie prenante de leur vie régulière. Nous pensons en revanche que l'organisme unitaire dans l'entreprise, que tu l'appelles commission ouvrière, conseil ouvrier, comité d'usine, comme tu veux, doit être élu par l'ensemble des travailleurs, adhérents ou non ; par tous ceux qui veulent sur les chaînes, dans les ateliers et les sections, participer à l'élection. Et nous pensons que cet organisme unitaire dans l'entreprise doit être assumé par le syndicat. Il n'en va pas ainsi en France où le comité d'entreprise n'est pas un organe du syndicat. En revanche, le conseil d'usine italien, oui, c'est un organisme pris en charge par le syndicat. En effet, le conseil d'usine est élu par l'ensemble des travailleurs.



Donc, le problème essentiel pour nous - et les CO vont dans ce sens - c'est qu'elles ne doivent pas être élues par les seuls adhérents du syndicat. Ce qui ne revient pas à rejeter le principe des adhésions : le futur syndicat doit être un mouvement de délégués élus, plus une organisation d'adhérents. C'est ce qui synthétiserait notre position. Il doit inclure les deux éléments : un mouvement de délégués élus par tous les travailleurs et en même temps des adhérents. La critique principale, entre autres, que nous faisons au syndicalisme traditionnel, c'est de ne pas lier ces deux choses, de ne pas lier mouvement et organisation ; il sépare au contraire l'organisation du mouvement, qui par là-même reste extérieur au syndicat.

Mais la preuve que nous ne nions pas la nécessité d'avoir des adhérents, tu la vois dans la campagne que nous avons lancée pour placer un million de bons, qui, sans être encore des cartes d'adhésion, constituent un pas dans cette voie. Toutes les structures, territoriales et fédérales, d'un futur syndicat, nous les voyons comme la combinaison de la réalité du mouvement et de la réalité de l'organisation, prenant en compte la force des délégués et la force des adhérents.

R : Ceci débouche sur une question de structure par exemple sur la question de la part respective de l'un et de l'autre dans le cadre d'un congrès...

NS : Il est difficile de lancer dès aujourd'hui une proportion du type 50 % chacun, ou autre. Notre idée directrice serait de garantir la prépondérance des organes de représentation directe, élus en assemblée. Mais il s'agit d'un processus. Et il y a autre chose qui vient compliquer l'affaire : c'est que dans l'unité syndicale telle que nous la concevons entre l'UGT, USO... qui n'ont pas forcément notre conception, mais une conception plus traditionnelle du syndicat. Il faudra voir dans quelle mesure la classe ouvrière assume notre orientation, et jusqu'à quel point.

Mais il est certain que ce sera la combinaison de deux éléments. A l'image de ce qu'est devenu le syndicat en Italie : à la base les élus dans les conseils sont les élus de tous et les sigles syndicaux (CGIL, CISL) ont disparu au niveau de l'entreprise ; mais au fur et à mesure qu'on remonte vers la zone, la ville ou la région, la chose se complique, on trouve une combinaison des conseils d'usines et des anciennes structures syndicales : il faut aller vers la disparition des anciens sigles et la prépondérance de plus en plus généralisée des conseils. Mais c'est

là un processus, le processus de l'unité, qui dépend fondamentalement de la lutte et de la mobilisation, car il y a une résistance indéniante des vieilles organisations au fait de se diluer dans ces organisations unitaires. Et plus on monte dans l'appareil, plus la relation devient défavorable au mouvement. Mais le processus avancera ou reculera en fonction de la conjoncture et du rapport de force d'ensemble.

#### Partie prenante d'un courant européen...

R : Cette théorie a une application spécifique en Espagne en raison de la clandestinité. Mais les raisons avancées s'appliquent au moins en partie à l'ensemble du mouvement ouvrier dans les pays capitalistes développés. Ainsi, si l'on essaie de voir en France les prolongements et les applications possibles de ta position, on pourrait en déduire la souveraineté de l'assemblée des travailleurs dans la lutte et l'élection par elle d'un comité de délégués révocables, ce que rejettent les directions de la CGT et de la CFDT. Au dernier congrès confédéral de la CFDT un amendement à ce sujet a recueilli 30 % des votes. Il nous semble donc que votre problématique devrait s'appliquer logiquement en tenant compte des situations différentes bien au-delà de l'Espagne

NS : Nous concevons notre position comme originale et liée à la situation de la dictature fasciste, c'est le seul exemple en Europe de développement aussi large et prolongé du mouvement de masse sous une dictature fasciste.

Ceci dit, nous pensons être partie prenante d'un courant du syndicalisme qui va dans le sens du renouveau et du dépassement du syndicalisme traditionnel et que ce courant se manifeste sous plusieurs formes en Europe. L'exemple le plus important est l'exemple italien, qui reprend la tradition des conseils d'usines des années 1919/20 et de leur éclosion en Europe. Il s'agit de la recherche d'un syndicalisme qui soit à la hauteur du type d'exploitation capitaliste, qui n'est plus exactement dans sa forme ce qu'elle était au siècle dernier : elle repose désormais plus sur la recherche de la plus-value relative (organisation du travail) que de la plus-value absolue. Nous luttons dans ce cadre. Et nous voyons d'autres exemples au-delà de l'Italie : dans une moindre mesure, et en dépit de la structure réformiste du syndicalisme

anglais qui constitue un poids mortel, certaines expériences concrètes des comités de Shop stewards, surtout lorsqu'ils sont animés par des courants révolutionnaires, vont dans le même sens. En France il y aurait peut-être quelques indices du même type mais beaucoup plus limités.

Pour le moment et malgré ces difficultés, le cas italien est le plus clair. Mais il est certain que si notre conception et le type de syndicalisme représenté par les CO triomphent ici demain, le syndicalisme européen en ressentira les répercussions. Surtout si la liaison s'établit avec l'expérience italienne et certains aspects de l'expérience portugaise, dont tu parlais tout à l'heure (les commissions de travailleurs, même si elles sont en ce moment en régression)... je ne cherche pas un affrontement avec le type de syndicalisme qui existe en France. Mais c'est une expérience neuve et positive qui se déroule ici, et nous ne voulons pas y renoncer.

Et il y a en ce moment des gens qui ont grand intérêt à ce que nous y renoncions. Il y a de dures attaques contre le type de syndicalisme incarné par les CO et pour qu'elles se transforment en centrales syndicales ordinaires et normales. Ces attaques proviennent du gouvernement, des autres syndicats qui veulent que les CO renoncent à leur caractère de mouvement organisé de mouvement socio-politique.

R : Ce qui me semble important, c'est que derrière la défense d'un type de structure, il y a en fait la défense d'un type de lutte, une orientation qui débouche sur une dynamique de contrôle ouvrier (comme au Portugal avec l'épuration, l'ouverture des livres de compte, la réduction des cadences), assez différentes de l'orientation des grandes centrales syndicales françaises...

NS : Il n'y a pas seulement la dynamique de contrôle... Au fond il me semble que ce type d'organisation syndicale avec ce type de revendication sur l'extorsion de la plus-value relative conduit au problème du pouvoir. Ce genre de structure met en cause le pouvoir du patron dans l'entreprise, par le contrôle dont tu parlais sur les rythmes et l'organisation du travail, mais quand tu commences à mettre en cause ce pouvoir dans l'entreprise, tu es sur la voie de la mettre en cause dans la société et dans l'Etat... Les CO pensent qu'il est nécessaire de poser les

problèmes à partir de la condition ouvrière qui ne se limite pas à la condition du travailleur dans l'entreprise, mais s'étend à toutes ses conditions de vie : elles commencent ainsi à lier la lutte dans l'usine avec la lutte dans les quartiers, la lutte pour les revendications économiques avec les luttes sur l'enseignement, l'habitat, les transports, la santé. Autant de choses que le capitalisme qui peut à la rigueur augmenter les salaires, ne peut résoudre sur le fond. Parce qu'il y a là un problème de contrôle des investissements et d'utilisation de la richesse créée.

C'est le fond de notre caractérisation des CO, et non le fait qu'elles luttent contre la dictature. La dictature finira bien. Pas les CO. Les définir comme socio-politiques veut dire qu'elles lient ce qui se passe dans les entreprises avec la question politique, autrement dit la question du pouvoir. Ça ne veut pas dire en revanche qu'elles supplantent ou remplacent les partis politiques qui jouent un rôle fondamental et irremplaçable d'avant-garde.

#### « Si nous voulons l'unité, nous devons garantir le droit de tendances »

R : Votre conception du syndicat unitaire pose inévitablement la question du droit des minorités et notamment du droit de tendances...

NS : Notre position à ce propos est très claire. Je ne sais s'il s'agit d'une innovation. Mais il est évident que si nous voulons l'unité syndicale, et non le syndicat courroie de transmission, le syndicat d'un parti (que nous rejetons totalement), alors nous devons garantir la représentation des courants et tendances jusque dans les organes de direction. Sinon, il n'y a pas d'unité syndicale possible. Parce qu'il saute aux yeux qu'aucun courant n'est disposé à rester à l'écart des questions décisives et à accepter que la majorité en fasse à sa guise.

Alors la présence des minorités dans les organes de direction est indispensable ; nous proposons, bien que ce ne soit guère facile, le principe de la proportionnalité des tendances dans les organes de direction. Mais il s'agit là d'un problème compliqué, car ici les minorités sont réellement minoritaires et elles se sentiraient pas assez représentées. Il faudrait donc trouver un arrangement. Et nous envisageons en plus que les décisions soient prises non à la majorité simple mais par une majorité que nous appelons qualifiée (d'un pourcentage substantiel).

Pour moi, le plus important, c'est que la direction d'un mouvement de masse, si elle veut être unitaire, doit reprendre le point de vue de la minorité dans la mesure du possible. La résolution finale d'un congrès doit intégrer les points de vue non contradictoires. En général, les points inconciliables ne sont que les points limites, le reste constituant un enrichissement. Si la majorité cristallise les positions sans reprendre à son compte les contributions de la minorité, cela ne peut conduire qu'à la scission.